

Préface

Pourquoi rééditer ce livre pour la première fois traduit en français ? Est-ce pour sa valeur historique : démontrer la lucidité de Luigi Fabbri en 1920 et prouver ainsi que les anarchistes ont analysé correctement, très tôt, la révolution russe ? Cela pourrait paraître superflu de rajouter un livre de plus à la littérature critique de la révolution russe, à l'heure où l'espoir suscité par l'URSS est bien mort, à part chez quelques fanatiques des partis communistes et d'extrême gauche.

Hélas ! le même espoir renaît, surtout chez les jeunes, pour les révolutions confisquées par des communistes dictatoriaux et sanguinaires, que ce soit en Chine, au Vietnam, à Cuba, etc. Les Lénine et Trotsky portent alors les noms de Mao, Ho Chi-minh ou Che Guevarra. Leurs noms sont scandés dans des manifestations et sujets à bien des louanges. La leçon n'est donc pas comprise tant que l'on peut s'enthousiasmer pour une révolution qui met en place un régime souvent pire que le précédent. D'où l'intérêt de *Dictature et Révolution*, œuvre majeure de Luigi Fabbri et ouvrage fondamental pour les anarchistes.

Mais en premier lieu, il n'est pas inutile de présenter brièvement au lecteur français l'auteur, Luigi Fabbri. Son nom est lié, dans l'histoire, à celui d'un autre militant italien célèbre, Errico Malatesta, que Luigi Fabbri appelait son « maître en anarchie ». Malatesta a traversé l'histoire de nombreux pays, notamment d'Europe et d'Amérique latine, sur une période qui va de la première Internationale,

où il faisait partie de la Fraternité de Bakounine, jusqu'à l'installation du fascisme en Italie où son effigie est brûlée symboliquement par les fascistes. Cette histoire fait de Malatesta l'un des militants les plus importants de l'histoire du mouvement libertaire et des organisations anarchistes.

Lorsque Malatesta est arrêté et mis en détention au cours de l'hiver 1897-1898, apparaît, avec d'autres compagnons anarchistes, Luigi Fabbri pour remplacer ceux qui sont détenus et qui ne peuvent plus assurer la parution d'un journal anarchiste à Ancone, *l'Agitazione*. Dès lors, Fabbri deviendra un des militants les plus actifs, travaillant avec Malatesta ou le remplaçant lorsque celui-ci est en prison ou en exil. Fabbri, lorsqu'il n'est pas lui-même incarcéré, participe à plusieurs journaux et revues où sa volonté, comme celle de Malatesta, est de convaincre par des arguments simples et réalistes, délaissant les insultes et le ton violent qui avaient trop souvent cours dans le mouvement anarchiste. Ce qui lui donnera l'occasion d'écrire, en réaction, une brochure *Les Influences bourgeoises dans l'anarchisme*.

Il est, toujours avec Malatesta, un défenseur infatigable de l'organisation anarchiste et un des plus actifs fondateurs, en 1919, de l'Union anarchiste communiste italienne qui deviendra un an plus tard, l'Union anarchiste italienne. Bien avant cela, il avait écrit une brochure *L'Organisation ouvrière et l'Anarchie* pour intervenir dans le débat entre ceux qui, comme Monate, pensaient que le syndicalisme se suffisait à lui-même, et ceux, comme Malatesta, qui pensaient qu'il fallait une organisation anarchiste spécifique, car le syndicalisme ne réunit pas que des anarchistes. Cela donnera lieu à un beau débat au congrès international anarchiste d'Amsterdam en 1907 (24-31 août).

A ce même congrès, et à celui des Italiens deux mois auparavant, Fabbri présente un rapport, véritable plaidoyer pour l'organisation anarchiste, qui sera édité en brochure : *L'Organisation anarchiste*¹. Il y écrit notamment : « On entend dire que l'organisation est une méthode et non une fin ; c'est une erreur. Le principe de l'organi-

1. L. Fabbri, *L'Organisation anarchiste*, Volonté anarchiste, éd. du groupe Fresnes-Antony (FA), 20 F.

sation n'est pas seulement propagé parce qu'en nous organisant aujourd'hui nous pouvons mieux préparer la révolution, mais aussi parce que le principe d'organisation en soi est un des principaux postulats de la doctrine anarchiste. »

Après la guerre de 1914-1918 où il a continué sa propagande antimilitariste, refusant de rejoindre une quelconque union nationale, il est impliqué dans la situation révolutionnaire italienne sans pour cela se désintéresser de la révolution russe. Il fait paraître une brochure *Crise de l'anarchisme*² où l'on retrouve les mêmes préoccupations que dans son livre *Dictature et Révolution*, concernant la troisième Internationale et le livre de Lénine *L'Etat et la Révolution*. Il écrira également une réponse à l'ouvrage du grand théoricien bolchevik de l'époque, Boukharine, en reprenant le même titre : *Anarchie et Communisme scientifique*.

La situation italienne deviendra ensuite préoccupante, avec la répression qui suivra le mouvement des conseils d'usines en 1920 et l'arrivée au pouvoir des fascistes. Fabbri écrira alors *La Contre-Révolution préventive* dont les analyses sont toujours valables. Refusant en tant qu'enseignant de prêter serment au fascisme, il est contraint de s'exiler ; et peu avant sa mort, en 1935, il écrira un livre sur Malatesta, décédé en 1932 : *Malatesta, sa vie et sa pensée* ; puis s'occupera de l'édition de ses œuvres complètes.

Incontestablement, *Dictature et Révolution* est l'œuvre majeure de Fabbri et est considéré comme une réponse au livre de Lénine *L'Etat et la Révolution*. Malatesta, le préfaçant, a pu écrire : « La matière du livre est un cas particulier du vieux, de l'éternel conflit entre liberté et autorité, qui a rempli toute l'histoire passée et travaille plus que jamais le monde contemporain, et des vicissitudes desquelles dépend le sort des révolutions actuelles et futures. » Malatesta savait de quoi il parlait, lui qui combattait déjà Marx dans la première Internationale aux côtés de Bakounine.

Ecrivant en 1920, Fabbri devait surmonter plusieurs difficultés. Comment critiquer la révolution russe avec de rares informations,

2. L. Fabbri, *Crise de l'anarchisme*, brochure éditée par le groupe Malatesta (FA), 10 F.

exceptées celles partiales des journaux bourgeois occidentaux, lorsque la coalition des Etats capitalistes fait blocus et envoie des troupes en URSS ? Situation difficile pour ne pas hurler avec les loups et compliquée par celle, révolutionnaire, de l'Italie où il fallait préserver les chances d'unité. Fabbri se voit donc contraint à des précautions de langage tout en essayant de renforcer sa démonstration, ce qui donne lieu quelques fois à des contradictions alors que ses affirmations restent claires et précises.

Le risque encouru est que certains s'appesantissent plus sur ses préoccupations que sur ses affirmations. C'est ce risque qu'il prend lorsqu'il écrit que l'on peut être théoriquement anarchiste et marxiste pour ensuite répéter maintes fois que les anarchistes ne sont pas marxistes. Même risque tactique, suivant en cela Bakounine, lorsqu'il déclare justes certaines idées de Marx comme par exemple le matérialisme historique, alors que c'est justement là le point fondamental d'opposition entre le marxisme et l'anarchisme. Il faut donc que le lecteur fasse bien la différence entre ce qui est commandé par le contexte dans lequel il écrit et les positions de fond ou de principe.

Ce livre est l'occasion de constater qu'en 1920, on pouvait posséder toutes les informations nécessaires à la compréhension exacte de la révolution russe. Fabbri connaissait très bien, malgré ses précautions, la situation faite aux anarchistes depuis la canonnade de leur centre à Moscou, durant la nuit du 11 au 12 avril 1918, et la succession des alliances et des traîtrises envers Makhno et ses partisans.

De même, Fabbri connaissait très bien la situation faite aux socialistes révolutionnaires de gauche ainsi qu'aux autres tendances révolutionnaires. La suppression de la liberté de la presse, des libertés politiques, la prise de contrôle des soviets, la mise en place de la Tchêka et de l'Armée rouge, tout cela il le sait ; tout cela on pouvait le savoir, sans attendre de quelconques rapports.

Tout cela pouvait se savoir, d'autant plus, qu'à côté des calomnies lancées contre leurs adversaires par les bolcheviks et la théorie marxiste, Fabbri pose le problème central, non seulement de la révolution russe, mais de toute révolution passée et à venir : celui de l'Etat. Soviets, constituante, terrorisme, violence, expropriation, ordre et désordre, travail, défense de la révolution : tous ces pro-

blèmes sont vus sous l'aspect de l'Etat et de la critique des anarchistes. Fabbri nous montre comment l'Etat ne peut satisfaire la demande des travailleurs et comment il est nécessairement contre-révolutionnaire, quel que soit le parti ou les individus qui sont à sa tête.

Lorsque ce sont des marxistes comme Lénine, Trotsky ou Staline, cela mène tout naturellement à la « dictature du prolétariat ». Pour légitimer cette dictature, les marxistes ont souvent eu recours à des artifices pour prouver que celle-ci n'a rien d'oppressif pour les révolutionnaires et les travailleurs, disant que son modèle était la Commune de Paris et que les suppressions de liberté ne viseraient que les bourgeois. Des anarchistes, oubliant leurs principes, y ont cru.

Dès 1919, Malatesta était intervenu en s'adressant à ces anarchistes qui croyaient que la « dictature du prolétariat » signifiait « tout simplement le fait révolutionnaire des travailleurs qui prennent possession de la terre et des instruments de travail et essaient de constituer une société, d'organiser un système de vie qui exclu la classe exploitante des producteurs ». Malatesta, connaissant le marxisme, leur répondit : « Mais les vrais partisans de la "dictature du prolétariat" ne l'entendent pas ainsi, et le montrent parfaitement en Russie. Le prolétariat y a la même importance que le "peuple" dans les régimes démocratiques : c'est-à-dire sert simplement à cacher l'essence réelle de la chose. En réalité il s'agit de la dictature d'un parti, ou mieux de la dictature des chefs du parti. Et c'est une vraie dictature au sens propre, avec ses décrets, ses sanctions pénales, ses agents exécutifs et surtout sa force armée, qui aujourd'hui lui sert aussi à défendre "sa" révolution contre les ennemis extérieurs, mais qui demain lui servira pour imposer la volonté des dictateurs aux travailleurs, pour arrêter la révolution, consolider les nouveaux intérêts en passe de se constituer et pour fonder contre la masse une nouvelle classe privilégiée. »

Ce n'était pas un procès d'intention, c'était constater les conséquences pratiques d'une théorie qui sera d'ailleurs confirmée un an plus tard dans *l'Avanti !*, journal du Parti socialiste italien soutenant le régime bolchevique où il est écrit : « En Russie, sous le régime soviétique, le parti dirige véritablement toute la politique de l'Etat, et toute l'activité publique, tant des individus que des collectivités,

est subordonnée aux décisions du parti, de sorte que la dictature du prolétariat est vraiment la dictature du parti et par conséquent du comité central. » Il n'est pas encore question d'un dictateur unique, mais on y vient !

Fabbri insiste dans son livre sur ce qu'est la dictature, sans artifice, c'est-à-dire la violence envers les opposants et le prolétariat lui-même. Il affirme avec force que la dictature sous quelque forme que ce soit est inacceptable et que l'expliquer par des nécessités quelconques ne peut pas la justifier. Notamment le prétexte, évoqué par Malatesta, de la défense de la révolution contre l'extérieur qui a toujours servi en fait à la dictature pour contrôler la révolution, la freiner et faire peser son poids ensuite contre la population.

Ce livre nous montre bien que l'Etat est à combattre dès les premiers jours et que l'on ne peut y avoir recours sans risquer de rejoindre les marxistes dans leur conception de la phase « transitoire ». C'est de la capacité à résoudre les problèmes posés par la révolution sans Etat que se construit une société contre l'Etat. La révolution qui se déroulera plus tard, en 1936, en Espagne, confirmera de manière éclatante l'exactitude de la façon de poser les problèmes de Fabbri. Des anarchistes sont entrés dans des gouvernements locaux et nationaux, sous le prétexte de défendre la révolution, et ils n'ont fait que freiner celle-ci et renforcer l'Etat.

Ce sont nos compagnons espagnols qui en ont tiré les conséquences pratiques en 1945 pour les organes de coordination nécessaires au fonctionnement de la société en essayant justement de résoudre les problèmes posés par la révolution, sans avoir recours à l'Etat et contre l'Etat. D'ailleurs cette révolution espagnole, en opposition avec le fascisme et le communisme international, a été bien plus loin socialement que n'importe quelle révolution car l'immense majorité des anarchistes et de la population s'est organisée en dehors de l'Etat ; insuffisamment malheureusement.

Il faut être conscient que, malgré les alliances et les sympathies déclarées en période d'opposition commune au capitalisme, la guerre est déclenchée jusqu'à l'extermination des anarchistes lorsque le pouvoir est pris par ces « alliés » d'autant, comme en Russie, en Espagne, en Chine, à Cuba, etc. Les anarchistes doivent-ils éternellement travailler pour les autres ? Non ! les anarchistes doivent se battre

sur deux fronts : l'un antifasciste et anticapitaliste, l'autre anticommuniste et antisocialiste étatiques.

Ce livre est donc d'importance pour opposer notre anarchisme à tout socialisme d'Etat, à « tout socialisme de caserne » aurait dit Bakounine. Les anarchistes ne sont pas pour n'importe quelle révolution, et ils se doivent, même si elles sont combattues par des forces réactionnaires, de les critiquer si elles conduisent à mettre en place un régime encore plus dictatorial qu'avant. Puisse ce livre être une arme efficace pour ce combat.

Stéphane Carel
groupe Malatesta

Dictature et liberté en Russie

Cette pénurie d'information sur l'état de la liberté en Russie autorise, de par elle-même, la suspiscion ; on peut très bien penser que non seulement la liberté des bourgeois et des contre-révolutionnaires soit réduite à des proportions minimales mais aussi celle des prolétaires et des révolutionnaires. Pas mal de choses ont été racontées par la presse conservatrice et réactionnaire de l'Europe occidentale à ce propos. Si celles-ci sont vraies, on pourrait penser qu'il n'existe actuellement de par le monde aucun gouvernement plus tyrannique que celui de Lénine. Bien sûr, nous refusons, nous, délibérément, de tenir compte de ces témoignages, car nous en connaissons la tendance diffamatoire ; mais nous ne pouvons cacher notre étonnement sur un fait : la presse socialiste, sans doute la mieux renseignée, ne se soucie aucunement de démentir ces calomnies (si calomnie il y a), tandis qu'elle a su, à coup sûr, en démentir tant d'autres.

Au moins, le fait de ne pas se soucier de rétablir la vérité sur cette question démontre chez les socialistes une mentalité non seulement mesquine, mais en plus dangereuse pour la cause de la liberté, à laquelle d'ailleurs ils semblent donner bien peu d'importance. Il nous semble qu'il serait de leur devoir, en même temps que de leur intérêt, de nous démontrer, par des faits, que là où la révolution socialiste a gagné, là où la domination bourgeoise a été écrasée, tous les travailleurs et tous les révolutionnaires jouissent d'une plus grande liberté que sous l'ancien régime capitaliste. Le socialisme a promis aux ouvriers, non pas tant et non seulement le pouvoir politique

pour ses représentants, que et surtout pain et liberté. Les socialistes semblent trop se soucier de démontrer que nous avons tort de craindre qu'en Russie le pain et spécialement la liberté ne sont pas assurés justement à cause de l'autoritarisme et du centralisme excessif du pouvoir politique.

La révolution russe, tout en s'appuyant sur l'irritation populaire due à la famine et aux carnages occasionnés par la guerre, a été surtout caractérisée par une grande soif de liberté. Il ne pouvait pas en aller autrement dans un pays régi par le pire des despotismes, où la liberté dans ses différentes conceptions — des démocrates aux socialistes, des républicains aux anarchistes — apparaissait comme le bien suprême, la plus ardente des aspirations, la voie unique pour le bien de tous.

Les bolcheviks l'ont bien compris, eux qui entre mars et novembre se sont servi de cette soif générale de liberté, d'une liberté toujours plus grande, en l'exploitant à fond pour abattre tous les restes de l'ancien régime, pour empêcher la formation d'un pouvoir « démocratique » et bourgeois stable, pour secouer l'autorité de l'Etat dans toutes ses branches, dans la bureaucratie, dans l'armée et parmi les ouvriers des services publics.

Tant qu'il est resté dans l'opposition, le parti bolchevique a favorisé toutes les forces qui pouvaient dissoudre le gouvernement de Kerensky et compagnie : en fomentant l'esprit de désobéissance et l'indiscipline contre le parti dominant adverse, en utilisant toutes les tendances libertaires déchaînées par la révolution, en promettant toutes les libertés, en faisant, en somme, tout ce que de bons révolutionnaires devaient faire, et ce qu'ont fait aussi, de leur côté, les anarchistes. C'est pour cela, d'ailleurs, qu'ils n'eurent pas d'alliés plus ardents que les anarchistes, qui aidèrent puissamment toutes les tentatives de révoltes contre Kerensky, et jusqu'à la défaite définitive de celui-ci. Plus tard, l'anarchiste Gordine, dans le journal *Burewstnik*, pouvait avec amertume rappeler à Lénine qu'il avait été deux fois blessé, pour l'avoir défendu dans la lutte contre le gouvernement bourgeois de transition.

Le langage des bolcheviks était alors très près de celui des anarchistes, leurs tendances étaient jugées nettement anarchistes, non seulement par les journaux bourgeois, qui se font un devoir de ne

rien comprendre dans les affaires de ce genre, mais aussi par presque toutes les autres écoles socialistes et jusque parmi les anarchistes eux-mêmes.

Ces anarchistes, d'ailleurs, aux premiers temps de la révolution, et tout spécialement en dehors de la Russie, exprimaient leur admiration pour les bolcheviks d'une façon exagérée, et c'est en grande partie à cause de cela que certains anarchistes ont cru bon d'accepter, ne serait-ce que pour un temps très bref, et avec une tout autre signification, la formule de « dictature prolétarienne », qui est pourtant si divergente, comme expression et comme signification, de toutes les idées de l'anarchisme³². En ce qui concerne les anarchistes russes, il serait intéressant, d'une part, de considérer leur participation à la révolution, et, d'autre part, d'approfondir l'histoire de leurs rapports avec les bolcheviks. Mais on ne peut que mentionner tout cela, soit par manque de renseignements complets, soit parce que l'on sortirait du cadre de cette publication. J'en dirai donc, incidemment, seulement ce dont on a connaissance et qui est en relation avec notre argumentation, au fur et à mesure que les occasions se présenteront.

Du reste, non seulement les journaux anarchistes russes, mais aussi les chroniques des correspondants étrangers, tant bourgeois que socialistes, ont longuement parlé de la participation des anarchistes à la révolution russe, aussi bien dans la première phase en mars, que dans la deuxième en octobre. John Reed, membre du Parti socialiste américain, directeur de *The Communist*, en Russie pendant la révolution, est arrivé à écrire : « Il est indéniable que les anarchistes ont promu et fait la révolution. » Bien entendu, il a rajouté, chose naturelle de la part d'un socialiste autoritaire : « Par la suite, les bolcheviks au pouvoir ont été dans l'obligation de freiner les excès visant à pousser la révolution vers des conséquences impossibles. » Mais ce qui est certain, c'est que les anarchistes sont restés à côté des bolcheviks jusqu'au moment où ceux-ci s'installèrent au pouvoir. Ensemble, ils ont lutté et vaincu le tsarisme d'abord, et la bourgeoi-

32. — P.C. Masini, *les Anarchistes italiens et la Révolution russe* dans la *Rivista storica del socialismo* (revue historique du socialisme), 1962, numéro 15-16.

sie démocratique ensuite. Tant et si bien que, les premiers temps, beaucoup de monde confondait les uns avec les autres.

Les anarchistes, en nombre trop restreint et peu organisés, ne pouvaient certainement pas rivaliser avec les bolcheviks pour la prise du pouvoir. Ces derniers, peu à peu, grâce aussi à leur infatigable activité et à leur ligne de conduite intransigeante, opposée à la continuation de la guerre, ont fini par devenir majoritaires au sein des soviets qui avaient le pouvoir étatique le plus à leur portée, et quand ils ont été sûrs d'avoir pour eux une base populaire suffisante, forts de l'appui des soldats fatigués par la guerre, à la première occasion qui s'est présentée, ils ont renversé Kerensky et les autres démocrates et sociaux-patriotes, pour en occuper la place, bien plus solidement qu'eux.

A ce moment-là, les choses ont changé. Une fois au pouvoir, petit à petit, les bolcheviks cherchèrent à rétablir l'esprit de discipline et d'obéissance, à combattre les tendances anarchistes et les différentes formes de libertés.

Ils soutenaient que tout cela était nécessaire pour sauver la révolution de la réaction intérieure, et de celle pressante de l'extérieur. Compte tenu de leur mentalité autoritaire, ils ne pouvaient pas songer qu'une conduite anarchiste de la révolution aurait pu être plus rapide et efficace, moins sanglante dans la lutte contre les réactionnaires indigènes et étrangers. Nous ne mettons pas en doute leur sincérité ni leur bonne volonté. Par ailleurs, les dangers qui guettait la révolution russe étaient énormes. A plusieurs reprises, elle a été sur le point d'être étouffée : d'abord par le militarisme allemand, ensuite par les bandes armées levées contre elle par l'Entente.

Bref, tout conspirait à faciliter la tâche des bolcheviks dans leur objectif de devenir dictateurs de la révolution, aussi bien les éléments positifs, c'est-à-dire leur nombre, leur audace, la clarté de leurs idées, l'attrait de leur propagande, etc., que les éléments négatifs, à savoir non seulement la faiblesse des partis adverses, mais surtout les dangers de la contre-révolution et de l'invasion étrangère qui, avec la menace d'une autre et encore plus terrible dictature, faisait tolérer celle dite « prolétarienne », même par ceux qui lui étaient les plus opposés. Ceux-ci craignaient à raison que s'ils l'avaient combattue jusqu'à ébranler la révolution par des luttes intes-

tines, ils risquaient, sans le vouloir, de faire le jeu des réactionnaires bourgeois et tsaristes.

Ceci explique, au moins partiellement, faute de preuves et de nouvelles directes, pourquoi les anarchistes après avoir été si durement traités, comme on le verra en avril 1918, passé le premier moment de fureur, n'ont pas poussé au-delà de certaines limites leur opposition ; en revanche, quelques anarchistes ont cru bon de collaborer avec les bolcheviks à la réalisation d'œuvres d'intérêt et d'utilité publics.

Le journaliste anglais Arthur Ransome écrivait dans le *Daily News* de Londres qu'un anarchiste, Will Shatoff, était en mars 1919 le commandant de Petrograd. Shatoff déclarait qu'il collaborait avec les bolcheviks, car à travers eux on attaquait la révolution, mais qu'il serait le premier à les renverser, une fois la révolution sauvée, autrement dit une fois que cesseraient les attaques réactionnaires contre eux³³. Nous ne voulons pas, ici, discuter du fait en lui-même, ni prêter des intentions, nous voulons seulement rapporter l'information à titre documentaire donnée par Ransome qui était sur place. En Ukraine, ce sont les bandes volontaires des partisans de l'anarchiste Makhno qui ont le plus contribué à mettre en déroute les troupes de l'Entente commandées par l'aventurier Dénikine³⁴. Et pourtant, malgré cette collaboration occasionnelle, imposée par les dangers menaçant la révolution, les anarchistes continuaient à rester dans l'opposition. La victoire des bolcheviks, et la consolidation de leur pouvoir, avait désormais fait perdre toute illusion, même aux anarchistes qui en avaient eue. De leur côté les bolcheviks, arri-

33. — A. Ransome, *Sei settimane in Russia* (six semaines en Russie), éditions *Avanti !*, Milan. Rappelons que le nom d'un certain W. Shatoff figurait, ainsi que celui d'autres Russes avec Malatesta, Domela Nieuwenhuis, Bertoni, Emma Goldman, Recchioni, etc., en bas d'un « Manifeste anarchiste international » contre la guerre, publié à Londres, en mars 1915. Il fut traduit ensuite dans *Volontà* de Ancône, le 20 mars 1915. Il s'agit probablement de la même personne.

34. — P. Archinof, *Storia del movimento makhnovista* (histoire du mouvement makhnoviste). Editions R.L., Napoli, 1954.

vés au gouvernement avec la promesse d'assurer une plus grande liberté au prolétariat révolutionnaire, du fait même qu'ils étaient devenus « le pouvoir », furent contraints d'oublier leurs promesses, voire faire tout le contraire, limiter toujours plus la liberté des citoyens : liberté de réunion, de presse, de parole, d'association, d'autogouvernement local, etc.

En conséquence, l'opposition des anarchistes, en principe plutôt modérée, fondée sur des principes théoriques plutôt que pratiques, et seulement de contrôle et de critique, peu à peu devint une opposition active et combative.

Opposition motivée par les limitations de libertés, non plus dirigées seulement contre les réactionnaires et les contre-révolutionnaires, alliés à l'ennemi extérieur, mais aussi contre les ouvriers qui n'étaient pas d'accord avec les bolcheviks, contre toutes formes d'opposition, même les plus farouchement révolutionnaires. Le conflit s'était fait plus aigu, tout spécialement au printemps 1918, après la paix de Brest-Litovsk, contrée par les anarchistes et les socialistes révolutionnaires de gauche; ces derniers, jusqu'alors, étaient d'accord avec les bolcheviks et avaient même participé au gouvernement³⁵. La paix de Brest-Litovsk et la reprise des relations diplomatiques et commerciales avec l'Allemagne obligeaient le gouvernement bolchevique à se donner l'apparence d'un gouvernement fort et ordonné, capable d'empêcher les excès de la révolution et de mettre un terme à « l'anarchie ». Les anarchistes, désormais, étaient plus une gêne qu'une aide et compromettaient le gouvernement qui les tolérait aux yeux des militaires qui foulaient le sol russe (et il n'y avait pas que les Allemands).

Le colonel Thomson de la mission militaire américaine, ayant demandé à Lénine pourquoi il permettait que les anarchistes domi-

35. — « Les bolcheviks exceptés, tous les partis représentés au congrès des Soviets (mars 1918), y compris le parti anarchiste, se sont déclarés contre la ratification de la paix et pour la reprise de la guerre. Même au sein du parti bolchevick, une minorité de « guerriers » était de cet avis, à la tête de laquelle se trouvaient Kollontaï, Dybenko, Rozanoff, Boukarine, etc. », J. Sadoul, *Notes sur la révolution bolchevique*, page 266.

ment la situation à Moscou, s'entendit répondre par le dictateur : « A Moscou, il y a plusieurs groupes anarchistes, tous armés, décidés à tout pour faire triompher leur idéal. Mon gouvernement est encore trop faible pour les combattre. Aussitôt que nous aurons assuré notre position, nous saurons bientôt nous en défaire. »

Jacques Sadoul, le 6 avril 1918, écrivait de Moscou à A. Thomas : « Le parti anarchiste est le plus actif, le plus combatif des groupes d'opposition et probablement le plus populaire. Il est aussi le seul à pouvoir s'appuyer sur des forces assez conséquentes pour pouvoir s'attaquer aux baïonnettes bolcheviques. Il semblerait même que dans les villes ils gagnent du terrain³⁶. »

Toujours est-il que le gouvernement bolchevique, à un moment donné, imposa aux anarchistes de déménager des immeubles occupés et de se soumettre. Comme il essuya un refus, dans la nuit du 11 au 12 avril 1918, il les fit cerner par la troupe armée de mitrailleuses et de canons ; en un rien de temps ils furent dispersés. Il en fit arrêter quatre ou cinq cents, et en fit fusiller quelques douzaines en les faisant passer pour des criminels de droit commun. Il n'est pas exclu, naturellement, qu'il y en ait eu, mais le but réel des bolcheviks n'était certainement pas, ainsi qu'ils l'ont prétendu ensuite, de « purifier l'anarchie des malfaiteurs qui la déshonoraient », mais bien seulement de se défaire d'une opposition qui commençait à devenir gênante.

Sadoul écrivait à son ami Thomas qu'après « le nettoyage des nids anarchistes, Trotsky était radieux », et que « même la bourgeoisie avait été heureusement surprise » par la bonne réussite d'une « telle vigoureuse opération de police ». Cela avait été un coup (dit toujours Sadoul) pour tous les partis de l'opposition, à tel point que, après la défaite des anarchistes, ils furent démoralisés. Cependant, si la bourgeoisie en fut heureuse, c'est bien parce que les oppositions réactionnaires ne furent pas frappées, mais uniquement les révolutionnaires. En effet, les bolcheviks commençaient à virer à droite. Dans un article du journal anarchiste déjà cité, *Burewstnik*,

36. — J. Sadoul, *Notes sur la révolution bolchevique*, pages 286-287.

suite aux événements précédents, les bolcheviks sont accusés de monopoliser à leur profit le droit d'expropriation et de solliciter la coopération des éléments bourgeois. Sadoul lui-même se félicite, dans une lettre du 6 avril 1918, que « les bolcheviks enterrent jour après jour le bolchevisme comme justement ne cessent de le répéter les anarchistes et les spécialistes révolutionnaires de gauche ³⁷ ». Précédemment, le 27 mars, il note que « les bolcheviks marchent à pas de géants vers la nécessaire collaboration des classes ³⁸ ».

Ainsi que je l'ai déjà fait remarquer, nous ne discutons pas des motivations, nous enregistrons des faits. D'un côté on repousse, voire on combat comme des ennemis les anarchistes, et d'un autre côté, on recherche la collaboration technique et militaire d'éléments bourgeois ; collaboration toutefois (cela il faut bien le dire) qui n'a rien à voir avec une collaboration étatique ou de classes en régime bourgeois, du type dont sont partisans les réformistes du socialisme occidental.

Cette accusation de collaborationnisme, portée par les anarchistes et les socialistes révolutionnaires de gauche à l'encontre des bolcheviks, n'empêche nullement les uns de collaborer avec les autres. Par exemple, ainsi qu'on a déjà eu l'occasion de le dire, beaucoup d'anarchistes avaient collaboré avec les bolcheviks à la gestion administrative et à la défense révolutionnaire de la révolution. Sadoul notait, pendant la période même où les contradictions entre bolcheviks et anarchistes étaient les plus aiguës, que « les intellectuels anarchistes, qui dirigeaient » leur mouvement, pouvaient facilement être influencés par les bolcheviks et conduits à collaborer provisoirement avec eux ³⁹.

Même après le conflit des premiers jours d'avril, passé les premiers orages, les anarchistes n'avaient pas oublié que, au-delà de leur hostilité pour les bolcheviks, il restait toujours la nécessité de défendre la révolution. A différentes reprises, et tout spécialement aux moments les plus critiques, ils revenaient collaborer avec leurs frères ennemis. Robert Minor assurait que, aussitôt après le violent

37. — Même œuvre : page 292.

38. — Même œuvre : page 279.

39. — Même œuvre : page 275.

« nettoyage des nids anarchistes », malgré tout, la plupart des anarchistes ne feront rien pour affaiblir le pouvoir bolchevique, car dans le cas contraire la révolution aurait pu être perdue, aussi et parce que les anarchistes acceptent l'idée des soviets⁴⁰.

Il y a certainement quelque chose d'inexact dans le propos tenu par Minor, mais le concept central, bien clair, est que les anarchistes ne veulent pas nuire à la révolution pour le seul plaisir de se venger, en mettant les bolcheviks dans l'embarras. Ce comportement des anarchistes, vraiment révolutionnaire, n'a jamais dévié ou changé, même par la suite. Dans un compte rendu du bolchevik Victor Serge sur les terribles jours d'octobre-novembre 1919, pendant lesquels Judenik était aux portes de Petrograd avec son armée, et que la catastrophe paraissait imminente, voilà ce que l'on peut lire :

« Il y a lieu de relever que la fédération anarchiste de Petrograd, pauvre en effectifs, s'est trouvée en ces moments graves comme au temps de Kerensky, totalement à côté du parti bolchevique ; non sans esprit d'opposition et non sans dissensions. Le manifeste anarchiste placardé dans les rues commençait par une allusion (bien méritée et terriblement injuste en même temps) aux soldats « mobilisés à coups de bâtons et qui abandonnaient leur poste devant l'ennemi », et appelait les révolutionnaires à contribuer librement, en tant que partisans, à la défense.

« Et les partisans anarchistes, formant deux ou trois groupes choisis, forts du plus étroit des accords, ont rejoint leur poste **avant même que l'appareil infiniment plus lourd et compliqué du parti ne se fût mis en branle**. Pendant la première nuit d'alerte (25-26 octobre) les anarchistes, quasiment seuls à être entièrement prêts, sont venus occuper, par une curieuse ironie des circonstances, afin de les défendre éventuellement, les locaux de la *Pravda*, dont le marxisme rigoureux leur est plutôt hostile⁴¹. Cela signifie

40. — *Lettre de Russie* de Robert Minor, traduite dans *L'Era Nuova* (l'ère nouvelle) de Paterson. (Citée par *Volontà* de Ancône du 1.7.1919.)

41. — En Italie aussi, plus d'une fois, les anarchistes ont défendu *l'Avanti !* du Parti socialiste, avec des arguments... assez persuasifs, contre les tentatives d'assaut venant de bandes de voyous, soudoyées par la police.

donc que devant l'ennemi commun, la grande famille révolutionnaire — qui abrite en son sein tant de frères ennemis — reste une.

« Du reste, bolcheviks, anarchistes, communistes, en ces heures de lutte, oublient forcément toutes leurs divergeances de vue, ce qui est capital devient secondaire dès qu'il s'agit de la vie même de la première société socialiste⁴². »

Si les anarchistes et les socialistes révolutionnaires de gauche reprochaient aux bolcheviks de rechercher une coopération technique avec des membres de la classe bourgeoise, à coup sûr, cette coopération n'a pas seulement consisté dans la fourniture de services matériels, par ailleurs très bien payés, cela a dû signifier aussi (sinon la critique de l'opposition socialiste et anarchiste n'aurait pas été justifiée) l'absorption et l'élévation de ces éléments bourgeois à la direction de la chose publique, à côté des bolcheviks. Ce n'est certainement pas une supposition arbitraire, car les journaux ont assez parlé de hauts fonctionnaires du gouvernement bolchevique qui, sous l'ancien régime, appartenaient à la bourgeoisie industrielle, commerciale, bancaire, et même à la caste militaire.

De tels phénomènes d'adaptation réciproque, entre le nouveau régime et certains éléments de l'ancien, se sont vérifiés aussi pendant des révolutions passées. Le nouveau pouvoir, pour son besoin de consolidation, cherchait des techniciens de l'art de gouverner, et ces techniciens, petit à petit, introduisaient dans l'appareil gouvernemental plusieurs défauts de l'ancien régime ; ils atténuaient la poussée révolutionnaire, repoussaient toujours plus dans l'opposition les idéalistes et les plus ardents révolutionnaires de la première heure. Il se formait ainsi une nouvelle classe dirigeante, celle de vainqueurs arrivés au pouvoir, et composée aussi des éléments les plus adaptables de la classe vaincue, rescapés de la tempête. Si cela s'est vérifié en Russie, le résultat n'a pu que contribuer à modérer l'élan de la révolution, et à en rendre plus despotique encore le gouvernement.

Le passage à l'opposition des socialistes révolutionnaires de gauche (S.R.G.), qui constituaient la fraction socialiste la plus proche

42. — Citation extraite du *Risveglio* (le réveil) de Genève du 17 juillet 1920.

des bolcheviks, en moins dogmatique et autoritaire, a dû être déterminé aussi par un tel phénomène, bien que la poussée principale en ait été la paix de Brest-Litovsk.

Après la ratification du traité de paix avec les Allemands, les S.R.G. s'étaient retirés du gouvernement en reprenant leur liberté d'action soit contre les bolcheviks, soit contre la politique étrangère du gouvernement. Ils auraient voulu empêcher et rendre nulle la paix avec les Allemands, qu'ils supposaient désastreuse et hypocrite de la part de ceux-ci, et ils soutenaient qu'en contraignant les Allemands à une plus longue guerre, avec quelques sacrifices, il aurait été possible à la fin de déclencher la révolution en Allemagne, tandis que la paix de Brest-Litovsk y renforçait l'impérialisme.

Pour le moment, il n'est pas encore possible de formuler un jugement définitif sur la paix de Brest-Litovsk. Que serait-il arrivé si la Russie révolutionnaire avait refusé de ratifier cet acte d'infamie ? L'esprit refuse d'y songer. On aurait peut-être assisté à la tragédie de l'arrivée à Petrograd, et peut-être même à Moscou, des hulans du kaiser, et cette hypothèse suffit à faire absoudre les bolcheviks de cet acte terrible, dont ils ont assumé la responsabilité devant l'Histoire. Car cela aurait pu être le naufrage de la révolution et le retour du tsar derrière les baïonnettes prussiennes. Pour sauver la Russie d'un tel désastre, n'aurait-il pas fallu demander à son peuple un énorme sacrifice immédiat, supérieur à ses forces ?

Cependant, la plus grande partie des S.R.G. ne le pensaient pas, ainsi que les anarchistes et une minorité de bolcheviks, sans parler, bien entendu, des mencheviks, sociaux-patriotes et socialistes de droite, qui subordonnaient la cause de la révolution à celle de la démocratie bourgeoise et à celle de la guerre en faveur de l'Entente. Les opposants révolutionnaires de la « paix à tout prix » pensaient qu'un effort héroïque était possible, et qu'il aurait mieux valu pour la révolution subir une plus vaste invasion ennemie, plutôt que de subir l'outrage de la paix de Brest-Litovsk. Bien que les faits aient donné raison aux bolcheviks, il ne faut cependant pas croire que les opposants aient eu tous les torts.

L'absence absolue de scrupules du militarisme germanique nous assure que, si cela avait été possible, il n'aurait pas interrompu sa marche sur Petrograd ou Moscou et cela malgré les protocoles signés.

S'il ne l'a pas fait, c'est parce que, soit il n'en avait pas la possibilité, soit il ne se sentait pas tout à fait sûr de lui. En effet, là où il l'a pu, comme en Ukraine, le traité de paix lui a servi pour continuer la guerre d'invasion et de rapines. Peut-être que le refus de signer la paix, le fait de contraindre les armées allemandes à avancer dans les interminables plaines de Russie, la désillusion du peuple allemand qui espérait en avoir fini avec la guerre sur le front oriental, le contact prolongé des troupes allemandes avec un pays en révolution, ainsi que, d'autre part, le désespoir de la révolution et du pays en danger extrême, tout cela aurait précipité les événements vers un dénouement moins désastreux pour la Russie et plus révolutionnaire pour l'Allemagne. Peut-être... Qui sait ? On comprend toute la faiblesse d'une argumentation fondée sur ces mots et qui se heurte au fait accompli : mais le succès et le fait accompli ne sont pas suffisants pour rendre définitif un jugement historique. Nous nous limiterons donc à dire que si les bolcheviks avaient des raisons très fortes et honnêtes pour agir comme ils l'ont fait, leurs opposants ne manquaient pas de raisons tout aussi fortes et peut-être plus pures et plus nobles.

Dès que l'opposition des S.R.G. passa de la discussion aux actes, le gouvernement bolchevique la réprima par les moyens les plus violents et despotiques. Tout de suite la lutte prit un aspect tragique.

Le 4 juillet 1918 a lieu à Moscou le cinquième congrès panrusse des soviets, tandis qu'en Ukraine a lieu l'insurrection contre la récente domination allemande. La haine contre les excès impérialistes prussiens éclate en manifestations frénétiques sous les yeux des attachés de l'ambassade allemande qui y assistent depuis la tribune diplomatique.

Les orateurs des S.R.G. — les plus forts à l'Assemblée après les bolcheviks — se montrent d'une violence inouïe contre le traité de Brest-Litovsk, contre les diplomates allemands qu'ils traitent de misérables et de bandits, contre le gouvernement bolchevique, contre la personne même des gouvernants. Les bolcheviks répondent. Ce n'est pas une discussion, c'est un incendie dans lequel tous les adversaires des deux camps brûlent de la même flamme révolutionnaire. Spiridonova pour les uns, Lénine pour les autres, tous deux aussi aimés et estimés par le peuple ou presque crient leur passion sin-

cère pendant ce heurt désormais décisif. Mais Lénine l'emporte facilement, et, la nuit du deuxième jour, une très grande majorité approuve la politique intérieure et extérieure du gouvernement révolutionnaire. Au lendemain du vote, le 6 juillet, éclate la réponse des S.R.G. Deux d'entre eux, Blumkine et Andreïef, se présentent sous un prétexte quelconque auprès de l'ambassadeur de l'empire germanique, le comte Mirbach, et le tuent avec un revolver, puis ils se retirent en lançant deux bombes derrière eux. Au dehors, dans les quartiers où ils ont le plus grand nombre de partisans, ils tentent l'insurrection. Mais les bolcheviks sont les plus forts. Quelques heures après l'attentat, tous les représentants au congrès des soviets sont pris en otages. Le compte rendu que fait Jacques Sadoul de cette scène est impressionnant, et rappelle les luttes tragiques de la Convention française contre les girondins, les dantonistes et les hébertistes, etc.

« La nouvelle de l'assassinat de Mirbach est communiquée aux représentants du congrès. Pendant que continuent les discussions et que les prévisions se succèdent, peu à peu, et sous prétexte de réunion de fraction, les internationalistes, les bolcheviks, tous les partis à l'exception des S.R.G., sont appelés en dehors de la salle. Vers huit heures du soir ne restent plus dans la salle que les représentants des S.R.G. et leurs partisans. Moi, je cherche à sortir. Le grand théâtre est entouré de gardes rouges qui barrent le passage. Alors les S.R.G. se sentent entre les mains de l'ennemi implacable. Ils paieront pour tous, évidemment.

« Dans la salle, vide aux trois quarts, et rendue encore plus sinistre par la lumière des lampadaires, règne un silence tragique. Les présents décident de constituer un comité et y nomme à la présidence Spiridonova. Tous debouts, gravement, ils chantent d'abord une marche funèbre — se sentent-ils déjà condamnés ? Puis l'internationale, ensuite encore d'autres chants révolutionnaires d'une tristesse poignante.

« Mais bientôt tous ces jeunes combattifs, ces femmes ardentes, retrouvent leur équilibre dans une gaieté un peu nerveuse. Des discours émouvants sont prononcés, et même certains encore pleins d'humour.

« Les heures passent. Un ami bolchevique me conseille de sortir, car, lorsque les S.R.G. seront faits prisonniers, ma qualité d'officier français pourrait m'exposer inutilement aux brutalités des soldats. Vers trois heures du matin, je suis son conseil et je sors après beaucoup de difficultés, malgré le saufconduit. Dans les rues obscures il n'y a pas un seul passant. Au loin, on entend quelques coups de fusils... »⁴³.

Après celle des anarchistes, même l'opposition bien plus énergique des S.R.G. est mise hors de combat en quelques heures. Les bolcheviks sont désormais les plus forts, contre tous, que ce soit à leur droite ou à leur gauche. Toute opposition est devenue impossible. Le 10 juillet, le congrès soviétique se clot par un discours de Trotsky pour le service militaire obligatoire : l'appel de dix-huit à quarante ans, le rappel au service des officiers de l'ancien régime. « Dans l'armée, dans l'industrie, partout, dit-il, il faut rétablir la discipline, le respect des chefs, l'ordre et la méthode. »

En considérant froidement l'ensemble des événements, l'assassinat du comte Mirbach, qui à ce moment-là avait semblé bien inopportun à presque tous les révolutionnaires, paraît aujourd'hui comme un acte de courage conscient, une page qui a sa place glorieuse dans l'histoire de la révolution russe. Donc, le mouvement de sympathie spontanée avec lequel nous avons accueilli la nouvelle de l'assassinat n'était pas erroné : ils avaient fait justice en abattant le représentant à Moscou du pire despotisme, quelqu'un qui assumait déjà des attitudes de patron en Russie, l'ennemi le plus proche et donc le plus dangereux de la révolution.

On craignait de se tromper et, dans le doute, nous avons un peu réservé l'expression de nos sentiments⁴⁴, chose qui pouvait paraître comme une adhésion aux idéologies intéressées de la presse anti-allemande et antibolchevique, mais aujourd'hui il apparaît hors de doute que l'assassinat a eu beaucoup de poids pour faire réfléchir les impérialistes allemands et pour les faire renoncer à l'invasion

43. — J. Sadoul, *Notes sur la révolution bolchevique*, pages 393, 399, 400.

44. — *L'Avvenire Anarchico* (l'avenir anarchiste) de Pise du 1.11.1918, article rédigé le 21 juillet de la même année.

de la Russie, beaucoup plus que les attermolements, aussi justifiés fussent-ils, du gouvernement bolchevique. L'action justicière d'initiative populaire paraissait voir plus loin et montrait que le peuple avait eu l'intuition de la nécessité du moment, bien mieux que les organes centraux et officiels de la révolution.

Jacques Sadoul lui-même (nous le citons souvent car sa qualité de bolchevik et de défenseur des bolcheviks rend son témoignage insoupçonnable), qui le 6 juillet désapprouvait l'attentat, le considérant comme un acte qui risquait d'aggraver la guerre civile et ne pouvait que desservir la révolution et l'Entente, et servir seulement l'Allemagne, modérait son impression le 12 juillet, en notant : « lorsqu'ils proclament le danger de guerre occasionné par l'assassinat de Mirbach, les bolcheviks exagèrent. A mon avis l'Allemagne est trop fatiguée pour s'en irriter et l'incident devrait, au contraire, rapprocher les deux gouvernements⁴⁵ ».

En effet (et ces considérations sont en partie de Sadoul), si l'armée allemande rencontrait tant de difficultés dans une Ukraine désarmée et gouvernée par des serviteurs du kaiser et où les révoltés couvraient tout le territoire, quelle aurait été la résistance rencontrée alors dans une Russie encore armée que l'invasion aurait unie en bloc, et dont l'assassinat de Mirbach avait été un indice éloquent de ses sentiments hostiles ! Bien que vaincue et écrasée, l'opposition révolutionnaire obtient des faits la plus lumineuse justification et peut, d'une certaine manière, pour sa part, se vanter d'avoir contribué à sauver la révolution.

Mais l'opposition des S.R.G., n'avait pas seulement un caractère politique ou de politique extérieure. Il se peut que la paix ait été l'occasion unique pour précipiter une dissidence latente, à propos d'un argument d'importance vitale pour la Russie : la question agraire.

Cette dissidence n'est certes pas récente. Au contraire, elle remonte à longtemps avant la révolution et concerne un des points les plus importants sur lesquels étaient divisés, dès leur apparition, le Parti

45. — J. Sadoul, *Notes sur la révolution bolchévique*, page 408.

révolutionnaire et le Parti socialiste démocratique ouvrier russe. Il serait trop long ici d'en esquisser les différences d'une manière complète⁴⁶. Qu'il suffise de dire que le premier (dont les S.R.G. constituaient l'aile extrême qui s'en étaient détachés pendant la révolution) était celui qui se rapprochait le plus des mouvements socialistes, favorable aux accords avec d'autres partis révolutionnaires contre le tsarisme, favorable à une république démocratique fondée sur le suffrage universel et donnant beaucoup d'importance au mouvement politique, sans exclure la possibilité d'attentats terroristes. Le second, d'origine plus récente, strictement marxiste (et dont les bolcheviks sont l'élément le plus avancé) donne une importance prédominante et presque exclusive aux revendications économiques de la classe prolétaire, à la lutte de classes sur le terrain industriel, et rejette tout le reste en seconde ligne. Le premier avait le plus grand nombre de partisans parmi les paysans des différentes catégories, le deuxième recrutait spécialement parmi les travailleurs de l'industrie des villes.

Certains de leurs caractères se sont modifiés à la suite de la révolution, mais la composition des deux partis (paysans et ouvriers) a toujours exercé la même influence. Les S.R.G. avaient voulu qu'on laisse en paix les « paysans travailleurs », une espèce de petits propriétaires qui, sans avoir de salariés à leur service, travaillent eux-mêmes leur terre et ils auraient voulu aussi que ces paysans, dans les soviets de campagne, organisent la production et règlent eux-mêmes les échanges avec les villes et les autres soviets. Les bolcheviks, en revanche, voulaient imposer aux paysans leur type d'organisation et envoyaient soldats et fonctionnaires réquisitionner les produits de la terre. Les S.R.G. soutenaient que, avec ce système, « on aurait fait devenir adversaires de la révolution le plus grand nombre de paysans⁴⁷ ».

46. — A ce propos, consulter les rapports respectifs des deux organisations, publiés à Bruxelles en 1904, par le secrétariat socialiste international, sous le titre *L'Organisation socialiste et ouvrière en Europe, Amérique et Asie*.

47. — *Avanti !*, édition de Rome, numéro 197 du 21 juillet 1918.

L'accusation de « sacrifier les masses paysannes au profit de la classe ouvrière » avait été portée de nouveau par Spiridonova pendant la séance du 5 juillet 1918 du congrès panrusse des soviets⁴⁸. En Russie, cette affirmation est très importante car le prolétariat proprement dit, y compris les paysans salariés, est une petite minorité, et cela spécialement après la révolution, par rapport au très grand nombre de paysans qui possèdent la terre qu'ils travaillent. Il est donc évident que, même si la locution « dictature du prolétariat » correspondait effectivement (chose impossible) à la division de l'autorité étatique entre chacun des prolétaires, cela signifierait quand même toujours la dictature d'une minorité de travailleurs sur une majorité d'autres travailleurs, d'une catégorie ouvrière moins nombreuse sur une classe ouvrière plus nombreuse.

Rien de plus naturel, en conséquence, que, pour soumettre par la force une classe aussi nombreuse et indispensable de travailleurs, les plus rigoureuses mesures de dictature furent nécessaires, ainsi que le fait remarquer Radek. Celui-ci, encore en 1918, ne pouvait pas concevoir une révolution sans une lutte des ouvriers contre les paysans jusqu'à ce que ces derniers, vaincus, comprennent qu'il est de leur intérêt de s'aligner sur la révolution⁴⁹.

Mais heureusement, depuis 1918, il semble que la situation ait changé : c'est-à-dire que d'un côté, les bolcheviks, ayant compris quelle profonde erreur représentait le fait de vouloir imposer avec violence leur propre système à la majorité de la population travailleuse et productrice, sont venus à de meilleurs sentiments. D'autre part, les paysans semblent avoir compris que, après les dures leçons que leur ont infligées Koltciack, Dénikine, et Judénik — généraux de l'Entente en Sibérie, en Crimée, en Ukraine et dans la région d'Arkhangé — pendant leur domination antirévolutionnaire (ils y dominent encore en quelques points), qu'il y a une très grande dif-

48. — J. Sadoul, *Notes sur la révolution bolchévique*, page 393.

49. — K. Radek, *L'evoluzione del socialismo dalla scienza all' azione* (l'évolution du socialisme de la science à l'action), page 25.

férence entre les réquisitions léninistes pour approvisionner les villes, et les spoliations, les destructions en masse, les carnages, la soumission imposée aux anciens patrons perpétrés par les généraux tsaristes et franco-anglais.

Toutefois l'expérience dictatoriale, dans les premiers temps, a mis en évidence par son exemple désastreux le fait que, une fois les patrons expropriés et la possibilité d'exploiter les autres enlevée à chacun, en ce qui concerne tout le reste, il vaut mieux s'entendre dans le respect réciproque des libertés, même sur la façon d'organiser la production et les échanges, plutôt que de vouloir imposer à tous par la violence un système unique fixé par un gouvernement central.

Une répercussion de cette erreur autoritaire, aggravée par l'erreur de la centralisation politique et militaire, s'est manifestée en Ukraine, avec le funeste complot, entre le général anarchiste Makhno et le gouvernement de Moscou. Les bandes de Makhno eurent des partisans en réaction aussi « à la politique agraire du Parti communiste, lequel, n'ayant pas tenu compte des conditions particulières du pays, s'est attirée l'inimitié d'une partie de la population⁵⁰ ».

Mais cet épisode de la révolution russe qui concerne le général Makhno mérite d'être plus amplement connu, car il démontre un des côtés faibles du système dictatorial : c'est un document sur les conditions de la liberté en Russie qui met en évidence tout un aspect de l'activité anarchiste pendant la révolution.

L'anarchiste Makhno, de famille paysanne, instituteur en Russie méridionale avant 1905, ayant participé pendant la révolution de cette même année aux différents mouvements par une série d'attentats terroristes, fut condamné aux travaux forcés. Libéré par la suivante et victorieuse révolution de 1917, il rentra chez lui. Il y organisa la défense armée ouvrière contre les forces réactionnaires et les cosaques, qui avaient commencé leur néfaste activité. Avec de petits détachements, Makhno molestait déjà considérablement les cosaques

50. — *L'Ordine Nuovo* (l'ordre nouveau) de Turin, numéro 29 du 6/13 décembre 1919.

de Kalédine et de Korniloff, lorsque, en octobre, les bolcheviks devinrent maîtres du pouvoir suprême en Russie. Ses forces augmentèrent alors, et son prestige parmi les paysans se fit encore plus grand.

Après la paix de Brest-Litovsk, il dut combattre non seulement la réaction locale, mais aussi les troupes allemandes qui occupaient la région. Les détachements de Makhno furent mis en déroute. Alors Makhno organisa la guérilla avec des bandes armées qui attaquaient les trains, désarmaient les soldats allemands, emportaient des vivres, des armes et des munitions. Les partisans de ces bandes étaient de plus en plus nombreux. Il y avait là des volontaires ouvriers, mais plus précisément des paysans. Avec ces bandes, Makhno réussit, vers la fin de l'occupation allemande, à engager de véritables batailles rangées contre les envahisseurs.

A la fin de l'occupation allemande, en 1918, l'influence de Makhno s'était étendue à Ekaterinoslav, Cernigor et Podolia. La petite armée se trouvait alors en conflit ouvert avec les troupes du directoire ukrainien et même, parfois, avec les forces bolcheviques qui ne voulaient pas reconnaître la formation indépendante. Mais par la suite, les bolcheviks, à cause de l'immense popularité de Makhno, finirent par s'entendre avec lui, et l'autorisèrent à défendre à sa manière les territoires sur lesquels il agissait. Mieux encore : pendant l'hiver 1918, le gouvernement bolchévique, inquiet par les menaces de Dénikine, confia à Makhno la charge de combattre la contre-révolution en Crimée. Et Makhno délivra l'entière péninsule.

Profitant d'une période de tranquillité, Makhno et ses amis anarchistes songèrent à établir les bases de la nouvelle société, selon leurs propres critères, sur les vastes territoires qu'ils occupaient. Ils fondèrent donc des colonies communistes anarchistes, administrées par des soviets autonomes, en rapport continu entre eux, par le truchement de représentants qui se réunissaient selon les nécessités des différentes communautés. C'était un mode d'organisation absolument différent de celui, centralisé et centralisateur, des bolcheviks, et les bolcheviks ne voyaient pas d'un très bon œil la généralisation de telles expériences.

Au début, et surtout parce que les bandes armées de Makhno savaient se faire respecter, le gouvernement bolchevique toléra les communautés anarchistes ; mais quand en avril celles-ci décidèrent

de se réunir en congrès, celui-ci fut interdit. Le congrès fut quand même tenu : y furent prises des décisions importantes sur la culture de la terre, les échanges, la défense militaire, etc. Un deuxième congrès, également interdit, fut tenu en mai, et un autre encore en juin. Pendant ce dernier, il fut discuté de la situation devenue désespérée du fait de l'avance de Dénikine, dont l'armée avait été abondamment équipée par l'Entente. Bien que les bolcheviks aient déjà refusé d'envoyer des armes et des munitions, il fut décidé de renouveler une demande en ce sens à Moscou, à cause d'un danger qui menaçait non seulement les communautés anarchistes de la Russie méridionale, mais aussi toute la Russie soviétique.

Le gouvernement bolchevique refusa toute aide, ne voulant pas laisser vaincre la réaction. Makhno proposa alors de donner sa démission et de céder le commandement à ses généraux ayant la confiance du gouvernement central. Cela ne servit à rien ! Les forces de Makhno, trop faibles pour résister, furent démembrées et dispersées par l'invasion réactionnaire. Les communes libertaires disparurent. Pour mieux faire connaître la personnalité de Makhno, rappelons cet épisode : pendant la période décrite, au moment où les rapports entre Makhno et le gouvernement de Moscou étaient les plus tendus, le général Grigoriev, un traître qui s'était rebellé contre le gouvernement soviétique et qui était passé dans le camp de la réaction, crut pouvoir se servir de Makhno et le fit appeler pour créer avec lui un front commun contre les bolcheviks. Makhno y alla et dès qu'il fut en sa présence, il le tua à coups de revolver. Malgré la manière dont il avait été traité, Makhno ne changea pas d'idée. Dans l'ombre, il recommença la lutte contre la réaction, il constitua de nouvelles bandes sur les arrières de Denikine, souleva contre lui les populations méridionales, et c'est à lui que revient le mérite si le féroce général tsariste fut battu et du fuir au-delà de la mer⁵¹.

51. — Nous avons extrait les informations sur les bandes anarchistes de Makhno, des numéros 51 et 52 de *Umanità Nova* de Milan, 27 et 28 avril 1920. On y parle aussi d'un florissant mouvement anarchiste dans le sud de la Russie : une confédération anarchiste y est très active, avec un centre à Elisabetgrad. Déjà en contact direct avec Makhno, elle s'apprête à reconstituer les communes libertaires,

Vers le milieu de l'année 1920, d'après les journaux, il semblerait que Makhno ait complètement rompu avec les bolcheviks. Ses bandes tiendraient une large partie de la Russie méridionale, échappée presque complètement à la domination du gouvernement de Moscou. C'est que Makhno et ses partisans, une fois éloigné le danger contre-révolutionnaire, ont repris l'opposition intransigeante et armée contre la dictature, pour la liberté et l'autonomie. Cependant, dès que le général tsariste Wrangel, niché dès le début de 1920 en Crimée avec l'aide de l'Entente, sembla mettre de nouveau en péril la révolution, en octobre, on retrouva l'anarchiste Makhno collaborant militairement avec les bolcheviks, jusqu'au point d'accepter des missions de guerre de la part du gouvernement de Moscou. Quelque temps après, arriva en Europe occidentale la nouvelle que même Wrangel, cette autre lance brisée du capitalisme et du tsarisme, était mis complètement en fuite.

et développe une très grande activité parmi les masses, chez les syndicats ouvriers et les populations agricoles : soit par des conférences, œuvres d'éducation, des publications, soit en essayant d'organiser des échanges directs de produits entre les villes et la campagne (les paysans se refusant à accepter de l'argent). Tout cela sans se préoccuper de savoir si une telle activité est autorisée ou non par le gouvernement bolchevique. Sur les bandes de Makhno, nous avons lu un autre récit, qui coïncide par plusieurs points avec le nôtre, dans *Volontà* de Ancône (numéro 3 du 16 février 1920), qui l'a extrait elle-même de *La Feuille*, journal probolchevique de Genève.

Cela ne vaut peut-être pas la peine de nous occuper d'un article plein de haine et d'hostilité envers Makhno et les anarchistes, signé D.R. dans *Ordine Nuovo* de Turin, du 3 avril 1920, et d'évidente inspiration bolchevique russe. On n'y mentionne aucun fait qui soit en opposition avec ceux que nous relatons ; on y ajoute seulement que les partisans de Makhno ont commis beaucoup d'excès (chose d'ailleurs assez courante chez les bandes armées) et que Makhno disait du mal de Lénine et de Trotsky. On y affirme que les anarchistes n'ont eu aucune part importante dans l'évolution de la révolution russe ; et ce mensonge, en contradiction avec d'autres témoignages, suffit à souligner le caractère tendancieux et peu sérieux de l'auteur de l'article. Du reste, il ajoute ensuite, contradictoirement, que « presque tous les anarchistes ont loyalement collaboré avec les soviets dès le premier moment ». Et il termine l'article en reconnaissant que Makhno a rendu de grands services à la révolution pendant les moments des plus graves dangers tout en indiquant qu'il lui a porté un coup, en désagréant et en démoralisant les masses. Cette dernière accusation n'a pas lieu d'être lorsqu'on sait que toute critique iconoclaste et libertaire est toujours perçue comme démoralisatrice d'après la dialectique marxiste.

De tout ce qui a été dit, on peut tirer la conclusion suivante, à savoir que non seulement le régime dictatorial n'a pas donné la liberté à la Russie (cela lui était impossible à cause de circonstances indépendantes de sa volonté), mais aussi qu'il est incapable de la donner de par sa propre nature qui tend à la limiter et non pas à en élargir l'emprise.

Nous ne dirons pas que la constitution soviétique, dans ses statuts, est plus réactionnaire que d'autres constitutions existantes : tant s'en faut ! Elle est même susceptible d'applications ultra-libérales, nous dirons même presque libertaires. Mais l'ennui consiste dans le fait qu'elle peut aussi bien être appliquée en sens inverse, au moins jusqu'à un certain point. C'est la même question que l'on débattait autrefois avec les républicains : République d'accord ! Mais voyons un peu ce qu'on y met dedant ! Il n'existe pas, par exemple, une constitution plus libre au monde que celle des Etats-Unis d'Amérique ; pourtant tout le monde sait quelle sorte de république ploutocratique, autoritaire, négatrice et violatrice de toute liberté individuelle et collective, de pensée et d'action elle est devenue !

Ne nous dites pas que nous faisons des comparaisons odieuses. La concentration de l'autorité politique et militaire, telle qu'elle est appliquée en Russie, n'est pas moins pernicieuse pour la liberté que la concentration de la richesse telle qu'elle existe aux Etats-Unis. La première n'a certes pas le caractère odieux de la seconde. Et puis, en Russie, il y a la révolution, au pouvoir il y a des hommes honnêtes : socialistes et ouvriers, des hommes neufs pas encore corrompus par l'exercice du pouvoir, pleins de bonnes intentions. Cependant, du point de vue de la cause de la liberté, l'aspect de la question ne change pas.

Ce que l'on entend par dictature, nous l'avons su de la bouche même de Lénine. Sa définition, pour ainsi dire officielle, est donnée par Stutka dans son œuvre de vulgarisation de la constitution russe, diffusée dans toutes les écoles qui dépendent des soviets : « Par dictature du prolétariat, nous entendons la conquête de tout le pouvoir de l'Etat et une consolidation contrôlée de ce pouvoir⁵². »

52. — P. Stutka, *La Costituzione de la R.S.F.S.R.*, éditions *Avanti !* de Milan, page 12.

Comment concilier cette consolidation à tout prix de la dictature avec la notion de temporalité à laquelle font souvent allusion les socialistes, cela reste un mystère. En ce qui concerne ceux qui sont investis du « pouvoir fort », Stutka explique lui-même qu'ils sont « les meilleurs lutteurs et les plus avancés ». C'est-à-dire que toute la bonté du régime repose sur la bonté des chefs, ou de ceux que la masse retient comme bons. Mais il reste toujours la possibilité de l'arbitraire, donnée à très peu d'hommes, sur le sort de la grande majorité des assujettis.

Il est vrai qu'existe la révocabilité des mandats, mais le fait est que, depuis plus de trois ans, il y a au gouvernement russe à peu près toujours les mêmes hommes. Si d'un côté cela représente le témoignage de leur honnêteté et de leur habileté, ainsi que de l'ascendant qu'ils exercent sur la foule ; d'un autre côté, cela démontre aussi la possibilité d'une consolidation non seulement du pouvoir d'une catégorie de personnes, mais aussi de personnes déterminées, prises individuellement : la dictature individuelle, selon l'expression léniniste. La loi des soviets elle-même, bien que très libérale par ailleurs, ouvre la porte à l'arbitraire aux dépens des individus ou des groupes d'individus par son article 23 qui dit : « En s'inspirant des intérêts de la classe travailleuse dans son ensemble, la République socialiste fédérale des soviets de Russie prive les individus ou les groupes isolés des droits dont ils pourraient user pour nuire aux intérêts de la révolution socialistes⁵³. »

Cette formule nous en rappelle une autre, celle du statut du royaume d'Italie, selon laquelle « la presse est libre, mais la loi en punit les abus ». La république et donc son pouvoir suprême, peut, selon la constitution russe, priver de leurs droits, c'est-à-dire des droits de presse, de parole, d'association, de réunion, de vote, de propagande, de participation aux soviets, etc., aussi bien les individus que les groupes ou organisations qui en feraient un usage jugé nuisible pour la république elle-même. Par conséquent, non seule-

53. — *Costituzione della Repubblica Socialista dei Soviet* (constitution de la république socialiste des soviets), éditions *Avanti !* de Milan, page 16.

ment sont visés les bourgeois restants, les réactionnaires et leurs instruments, mais aussi tous les individus et les groupes qui ne pensent pas comme les bolcheviks.

Toutes les oppositions, même les plus révolutionnaires, peuvent, par l'article 23, être mises hors la loi si on tient compte des critères autoritaires et exclusifs des bolcheviks, qui voient en toutes forces et activités indépendantes d'eux, en tous partis différents ou opposés, une menace pour la révolution ; c'est le cas des anarchistes par exemple, traités par Lénine avec tant de dureté et présentés comme des bourgeois ou petits bourgeois. Les bolcheviks eux-mêmes qui osent ne pas être d'accord avec leurs chefs sont sujets à suspiscion et privés de leurs droits. Jacques Sadoul raconte, le 18 mars 1918, que le camarade Dybenko, commissaire ou ministre de la Marine, très aimé par les soldats révolutionnaires, avait été arrêté ce jour-là à cause de son opposition au traité de Brest-Litovsk, et ce dans l'intention de donner un exemple aux chefs bolcheviques qui seraient tentés de l'imiter et de passer dans l'opposition⁵⁴ ».

La composition même du régime soviétique, dont l'activité est ordonnancée du haut vers le bas et qui va du centre vers la périphérie⁵⁵ favorise, comme tout régime centralisateur, la formation et la consolidation de la tyrannie de la part des individus, des groupes ou des partis qui détiennent le pouvoir.

54. — J. Sadoul, *Notes sur la révolution bolchevique*, page 270. Vers juin 1920, plusieurs socialistes italiens se sont rendus en Russie ; mais jusqu'ici (novembre 1920), rien de plus explicite que ce que l'on savait déjà, parlant de la véritable situation russe, n'a été publié.

D'après les confidences des uns et des autres, nous avons appris certaines choses qui nous rendent pessimistes sur le sort de la liberté du peuple en Russie. Quelqu'un, à qui l'on demandait si en Russie les journaux anarchistes sont toujours publiés (en 1905 et en 1917-1918, il y en avait un très grand nombre, parmi lesquels des quotidiens), nous a répondu : « Aucun journal anarchiste n'est publié, un journal comme *Umanità Nova* ne serait pas toléré en Russie. » A un autre, nous avons demandé si en Russie il est permis à l'opposition socialiste et révolutionnaire d'avoir des journaux ; il nous a répondu sur le ton ironique : « Oui, le permis est donné, mais on ne trouve pas de papier pour les imprimer. »

55. — P. Stutka, *La Costituzione*, page 21.

L'autorité gouvernementale est exercée en Russie, par le conseil des commissaires du peuple (ce qui correspond au ministère ou conseil des gouvernements bourgeois), et cette autorité n'est pas seulement exécutive, mais également législative : elle donne des instructions et des ordres et émet des décrets (art. 37 et 38 de la Constitution)⁵⁶. Cette espèce de ministère gouverne en collaboration avec le Comité central exécutif panrusse, qui exerce l'autorité administrative, législative et de contrôle ; ce comité constitue en quelque sorte un parlement de deuxième instance, élu par le plus large congrès panrusse des soviets, qui est à son tour l'organe correspondant à nos parlements. Le congrès panrusse des soviets est, nominale-ment, l'autorité suprême de la république : il est composé de représentants nommés par les soviets des villes et par les soviets des provinces. Il est convoqué deux fois l'an, ou plus si cela est demandé par le comité exécutif ou par les soviets locaux, par au moins un tiers d'électeurs. Les soviets des villes sont nommés directement par les électeurs et les soviets provinciaux sont composés de délégués des soviets des villages ou des campagnes. Ont droit au vote seulement les travailleurs qui accomplissent des travaux productifs et utiles, et qui n'exploitent pas le travail d'autrui à leur propre profit.

Nous ne voulons pas procéder à un examen détaillé de la constitution russe. Nous désirons simplement faire une remarque : la volonté de la masse, pour arriver à travers les multiples élections, depuis les soviets urbains et de village jusqu'au conseil des commissaires, passe par des tris consécutifs. Chaque élection en élimine une partie, et en dernière instance, cette volonté n'est nullement représentée. En effet, si les commissaires actuels représentent les masses russes, ainsi que nous l'assurent les organes bolchéviques, cela ne se réalise pas à cause du système électoral adopté, mais mal-

56. — P. Stutka, *La Costituzione*, page 24 ; voir les explications de l'auteur. Dans la *Costituzione* publiée par *l'Avanti !* de Milan en 1919, en page 8, on fait aussi allusion au président du conseil ; mais il nous semble que l'on n'en parle nullement dans les nombreux articles de la loi fondamentale de la R.S.F.S.R.

gré lui : peut-être parce que les commissaires se tiennent directement en rapport avec la masse, avec l'âme populaire, de laquelle ils tirent directement leur propre force.

Mais l'hypothèse que les actuels dictateurs en Russie représentent réellement la volonté des grandes masses reste à démontrer. Le système électoral par lequel ils se maintiennent au pouvoir, ou légalisent et justifient ce pouvoir, n'est pas à lui seul une garantie suffisante, bien au contraire.

Techniquement, le pouvoir soviétique se forme à partir de la périphérie pour arriver au centre. Les soviets de villages et de campagne forment les soviets de province, les soviets de province et les soviets des villes forment le congrès panrusse, celui-ci forme le comité central, et le comité central forme le conseil des commissaires. Tout cela avec un nombre décroissant de participants. Mais comme on l'a déjà remarqué, si la volonté de la masse, à chaque nouvelle élection (avec la relative diminution du nombre de représentants) est toujours moins représentée, il advient le contraire en ce qui concerne le pouvoir de l'autorité centrale.

La plus grande autorité, le pouvoir majeur de faire et de défaire, ne réside pas chez les soviets urbains et de village, mais chez les commissaires du peuple, et diminue, degré par degré, chez les organismes inférieurs : chaque organisme inférieur a sa liberté d'action diminuée par l'organisme immédiatement supérieur⁵⁷. Le congrès panrusse détient aussi l'autorité suprême, y compris celle de révoquer les membres du comité et des conseils ; mais cette autorité est très réduite, du fait qu'elle est partagée entre des milliers de représentants, qui pourraient reformer une majorité en conseil, en profitant du pouvoir exécutif qu'il détient et des longs intervalles entre un congrès et un autre.

57. — Voir, entre autres, l'article 62 de la *Constitution*. Même Sadoul, dans son œuvre, fait cette observation, lorsqu'il parle de « l'étroite subordination des soviets de la commune aux soviets du canton, de ceux du canton à ceux du district, de ceux du district à ceux du gouvernement, et ceux du gouvernement à ceux du Congrès panrusse ». Mais disons tout de suite que cette dernière subordination, du gouvernement au Congrès, est simplement nominale.

Cela est d'autant plus vrai que le pouvoir effectif, la plus grande autorité de fait, appartient au conseil des commissaires : et non seulement parce que la loi lui donne la faculté d'émettre des ordres et des décrets, aussi bien délibératifs qu'exécutifs, mais aussi et surtout parce qu'il a à sa disposition tout le bilan financier et toute la force armée de l'Etat. En définitive, le conseil des commissaires constitue le véritable « pouvoir gouvernemental », en ceci que l'organisme économique et l'organisme militaire sont les moyens indispensables pour l'exercer. Tous les gouvernements se servent de ce moyen pour se maintenir au pouvoir, c'est la loi de la conservation, valable aussi bien pour les individus que pour les collectivités. Le gouvernement bolchevique n'est pas une exception à la règle. « Les bolcheviks n'ont pas du tout envie d'abandonner le pouvoir, et avant tout parce que beaucoup d'entre eux y ont pris goût⁵⁸... »

Quand on a la force dans les mains et la ferme conviction d'être les seuls possesseurs de la vérité et les sauveurs du genre humain (le défaut dogmatique de Torquémada, mais aussi de Robespierre et de Lénine), les législations écrites n'ont plus aucune importance. Et puis avec un peu de bonne volonté, il y a toujours moyen de mettre d'accord la loi et l'arbitraire... Les sujets de tous les gouvernements savent très bien qu'il est possible de subir les pires injustices avec toutes les formalités sacrées de la loi.

Il semblerait bien que quelque chose de semblable soit connu aussi par les sujets de la dictature bolchevique. Le 15 avril 1918, Sadoul⁵⁹ écrivait à son ami Thomas : « Les partis de l'opposition, dont les S.R.G. et les anarchistes, dénoncent la politique bonapartiste de Lénine et de Trotsky, qui disposent comme ils veulent des soviets⁶⁰, en leur arrachant le pouvoir petit à petit, et en s'achemi-

58. — J. Sadoul, *Notes sur la révolution bolchévique*, page 283.

59. — J. Sadoul, *Notes sur la révolution bolchévique*, page 311.

60. — Une preuve du despotisme avec lequel le gouvernement bolchevique « règne » sur les soviets se trouve dans une ordonnance de Lénine au nom du conseil de défense ouvrière et paysanne, de décembre 1918. Selon cette « ordonnance », les délibérations des soviets régionaux et locaux doivent toujours être contrôlées et, au besoin, annulées par ordre des commissaires du peuple, chaque fois qu'elles sont en contradiction avec les ordres du pouvoir central, ou qu'elles y font obsta-

nant à grands pas vers la dictature. En effet, les bolcheviks font une politique des plus despotiques. Ils dissolvent l'un après l'autre les soviets locaux suspects d'hostilité au gouvernement. Les membres des soviets ne sont plus des parlementaires, mais des fonctionnaires. Chacun d'eux est affecté à une commission administrative dans laquelle il a une tâche déterminée, en obéissant en cela aux directives du Comité central exécutif, représenté dans les régions par les commissaires qui peuvent exercer le pouvoir le plus absolu. »

Tout de suite après, Sadoul, dans l'intention de défendre les bolcheviks contre les accusations de despotisme lancées par la presse de l'Entente, ajoute : « Certes, les critiques de l'opposition sont fondées, mais en quoi ces tendances dictatoriales peuvent-elles gêner les alliés de l'Entente ? Après tout, ces tendances n'ont d'autre but que de centraliser l'autorité, de créer un gouvernement qui légifère selon un programme, qui est de plus en plus proche de celui qu'ont mis en œuvre pendant la guerre les dirigeants des républiques bourgeoises. »

N'oublions pas que ces informations et impressions de Sadoul remontent à plus de deux ans, et que les défauts auxquels il fait allusion peuvent aussi bien avoir diminué qu'augmenté ou... avoir été consolidés. Certes, l'argument porté par Sadoul pour défendre les bolcheviks, à savoir que leur système de gouvernement ressemble de plus en plus au système bourgeois en temps de guerre, du point de vue révolutionnaire socialiste et anarchiste est l'accusation la plus atroce. Si les impressions et les nouvelles de Sadoul sont exactes (personne jusqu'ici ne les a démenties, alors qu'il y a toujours de nouveaux éléments qui les confirment), la grossière équivoque de ceux qui confondent soviets et dictature deviendrait évidente même pour un aveugle et serait sans aucun doute balayée.

Non seulement soviets et dictature ne sont pas la même chose, mais l'un est l'opposé de l'autre, ils ne peuvent coexister sinon nomi-

cle... Il est ordonné aux institutions régionales et locales des soviets, sans contestations, sans retards et avec la plus scrupuleuse exactitude, d'appliquer toutes les décisions et les ordres du pouvoir central, etc. (voir aussi *Une Législation communiste* de Labry, éditions Payot, Paris, pages 20, 21 et 22).

nalement, c'est-à-dire à condition que l'un des deux renonce à vivre pour lui-même, et donc à sa raison d'être, pour devenir l'instrument de l'autre. Et il est naturel qu'entre les deux institutions, la plus faible, à savoir celle qui est en bas de l'échelle de l'autorité et sans moyen propre de défense et d'attaque, le soviet, soit condamnée à perdre sa personnalité et sa raison d'être et soit subordonnée à l'institution la plus forte, c'est-à-dire à l'Etat dictatorial qui se trouve au sommet du pouvoir et dispose, selon son propre arbitre, de toute la richesse et de toute la force armée du pays.

L'histoire des rapports entre les soviets et la dictature n'est en somme qu'un nouvel épisode de la lutte éternelle entre la liberté populaire et l'autorité de l'Etat.

La peur de la liberté

L'aberration de ceux qui voient le salut de la révolution dans la dictature (après avoir fait longtemps de la cause du socialisme une cause de liberté) est semblable à celle de ces révolutionnaires qui, au déclenchement de la dernière guerre, voyaient le socialisme et la liberté compromis, non pas tant par la guerre elle-même, mais par la menace de la victoire d'une partie des belligérants.

En un mot, ils étaient à nouveau aveuglés, après presque un siècle d'expériences, par l'illusion démocratique, et à nouveau ils confièrent à la démocratie bourgeoise les chances du salut. Les partisans de la dictature prolétarienne font la même erreur, en voulant substituer à la plus ou moins larvée dictature bourgeoise celle des représentants des travailleurs. Et, lorsque nous affirmons que la révolution doit se déchaîner avec un maximum de liberté, laissant la voie ouverte à toutes les initiatives populaires, ils nous répondent, avec quantité d'objections, qui peuvent se résumer à un sentiment qu'ils n'osent pas s'avouer eux-mêmes : **la peur de la liberté** ! Après avoir exalté le prolétariat pendant cinquante ans, maintenant qu'il est à la veille de briser ses chaînes ils doutent de lui et ils l'estiment, dans leur for intérieur, incapable de gérer lui-même ses propres intérêts, songeant à le brider d'une quelconque façon, afin de le guider « par la force » vers la libération.

Ils se comportent comme un malade qui, ayant à subir une opération, après l'avoir souhaitée et avoir hâté ses préparatifs dans l'espoir de guérir, la refuse à la dernière minute et lui préfère une

piqûre de morphine qui calme la douleur, donne l'illusion passagère d'une amélioration, mais laisse intacte le mal et le danger de mort. Il trouve quantité de scrupules, de peurs, et toutes ses objections tendent à retarder le moment de l'opération qui serait pourtant l'acte de sa véritable guérison.

Toutes les objections mises en avant par les partisans d'une dictature sont axées sur le principal argument de l'incapacité du prolétariat à se gouverner de lui-même, à remplacer la bourgeoisie dans la gestion de la production et à maintenir l'ordre sans le gouvernement, c'est-à-dire qu'ils lui reconnaissent seulement la capacité de se choisir des représentants et des gouvernants. Bien entendu, ils n'expriment pas leur concept de la même manière que nous, au contraire ils le masquent, à eux-mêmes encore plus soigneusement qu'aux autres, par divers raisonnements théoriques. Mais leur préoccupation dominante est toujours la même : la liberté serait dangereuse, l'autorité est nécessaire pour le peuple ; de la même façon, les athées bourgeois soutiennent la nécessité de la religion afin que le peuple soit maintenu dans le droit chemin.

Il peut arriver, c'est un fait, que l'autorité soit nécessaire, mais non pas parce qu'elle est « naturelle » et que l'on ne peut s'en passer, mais tout simplement parce qu'on a habitué les peuples à la considérer comme indispensable. Au lieu de leur apprendre à agir par eux-mêmes et à procéder pour résoudre seuls les difficultés, on les maintient dans l'ignorance sur ces questions, et même on les leur cache. Et pour avoir un consensus encore plus large, on leur dit que tout est facile. Puis on leur apprend que, leurs chaînes aussitôt rompues, il leur faudra créer immédiatement un nouveau gouvernement qui pensera à tout.

Ceux qui parlent de la dictature comme d'un mal nécessaire pendant la première période de la révolution (durant laquelle au contraire on aurait besoin d'un maximum de liberté) ne s'aperçoivent pas qu'ils contribuent eux-mêmes à la rendre nécessaire par leur propre propagande. Beaucoup de choses deviennent inévitables à force de les croire telles, de les vouloir telles. En réalité nous les créons nous-mêmes. Il en est de même pour la dictature, que les socialistes sont en train de préparer par leur propagande, au lieu d'étudier la possibilité d'éviter ce mal, cette usurpation préventive

de la révolution. Ils ne se posent même pas le problème, peut-être justement parce qu'ils n'ont pas assez confiance dans la liberté, parce que, au contraire, ils font reposer toute leur confiance sur l'autorité. Donc, ils ne peuvent pas le résoudre.

Les anarchistes, eux, le résolvent car ils voient dans la liberté le meilleur moyen de faire la révolution, de la vivre et de la continuer.

La peur du désordre, du déchaînement des passions, de la résurgence des égoïsmes, de la brutalité, de l'indiscipline et de la fainéantise... Voilà le prétexte qui a toujours été invoqué pour justifier les tyrannies et combattre toute idée de révolution.

Il est bizarre que certains socialistes trouvent justement dans ces choses la justification de leurs propres idées dictatoriales ! Il y a quelque temps, dans l'*Avanti !*¹¹⁴, on a dit que la bourgeoisie a fait elle aussi la révolution et a imposé la dictature, qu'en somme nous vivons sous la dictature bourgeoise. Que la bourgeoisie, pour faire la guerre, a encore accentué sa centralisation dictatoriale, etc., et que donc les prolétaires ont le droit d'en faire autant. Qu'ils en aient le droit face à la bourgeoisie (qui est la moins autorisée à se scandaliser de l'idée de dictature prolétarienne), cela est juste. Nous ajouterons même que la bourgeoisie aurait tort de s'en alarmer, même de son point de vue, car une révolution vraiment libre de tout empêchement gouvernemental lui assènerait dès coups bien plus redoutables. Mais que les prolétaires trouvent leur intérêt dans la dictature, cela est une autre affaire.

Le fait que la bourgeoisie se soit servie de la dictature ne prouve absolument rien, ou alors le contraire. La révolution sociale ne peut pas avoir les mêmes objectifs que celle de la bourgeoisie. Et de plus, la guerre est une chose, la révolution en est une autre. Les moyens qui sont bons pour la guerre et pour la révolution bourgeoise ne sont pas tous bons pour la révolution sociale. La centralisation autoritaire de la dictature est un moyen particulièrement nuisible car il pourrait facilement changer une révolution sociale en une révolution exclusivement politique, ainsi on enlèverait au peuple l'initiative de l'expropriation immédiate, on engendrerait du point de vue

114. — *Avanti !* de Milan, du 15 décembre 1919.

prolétaire et humain le même échec qu'au cours des révolutions précédentes.

Ces révolutions qui avaient pourtant été faites par le peuple (lequel avait été poussé alors aussi par un désir de libération complète et d'égalité non seulement politique) ont fini par le triomphe d'une classe sur les autres, justement parce que la dictature révolutionnaire avait préparé et rendu possible un tel triomphe. Si la bourgeoisie s'en est servie, elle l'a fait justement pour étouffer la révolution. C'était son intérêt. L'intérêt des prolétaires se trouve justement à l'opposé, à savoir dans la continuation de la révolution et dans son accomplissement. Pour cela, la dictature est contraire à ces intérêts.

Il est bien possible qu'une dictature prolétarienne et révolutionnaire puisse anéantir les actuels privilèges de la bourgeoisie, mais compte tenu du fait qu'elle sera forcément limitée dans ces composantes, elle restera toujours la dictature d'un parti ou d'une classe, et tendra à abolir non pas tout gouvernement de partis et divisions de classes, mais à substituer le gouvernement en place par un autre, la domination d'une classe par une autre. Il va de soi que si l'existence d'un gouvernement implique l'existence de ses sujets, la présence d'une classe dominante signifie l'existence d'une autre classe dominée et exploitée. Comme dirait Constantino Lazzari, les musiciens ont changé, mais la musique est toujours la même.

Nous ne sommes pas prophètes et nous ne pouvons pas dire comment tout cela pourra se produire. Mais nous pouvons attirer l'attention des lecteurs, et des socialistes tout spécialement, sur le fait que le prolétariat n'est pas une classe unique et homogène, mais l'ensemble de différentes catégories, de plusieurs espèces de sous-classes, etc. Parmi elles, il y en a qui sont plus ou moins privilégiées, plus ou moins évoluées, et il y en a même quelques-unes qui d'une certaine manière parasitent les autres. Il y a parmi elles des minorités et des majorités, il y a des divisions partisans, des intérêts contradictoires, etc. Aujourd'hui tout cela n'est pas vraiment perceptible car la domination bourgeoise oblige un peu tout le monde à être solidaire contre elle. Mais la chose est évidente pour ceux qui étudient de près le mouvement ouvrier et corporatif. Or, la dictature prolétarienne, qui finirait à coup sûr entre les mains des catégories ouvrière-

res les mieux développées, organisées et armées, pourrait ainsi donner lieu à la constitution de la classe dominante de demain, celle qui, dès maintenant, aime se définir comme « l'élite ouvrière », et cela non pas seulement aux dépens de la bourgeoisie simplement détrônée, mais aussi aux dépens des grandes masses moins favorisées par la position dans laquelle elles se trouveront au moment de la révolution.

Une autre classe dominante serait sans doute constituée par tous les fonctionnaires des partis, des organisations, des syndicats, etc. Celle-ci pourrait plutôt s'appeler une caste à peu près semblable à l'actuelle caste bureaucratique gouvernementale à laquelle, peut-être, elle viendrait à se substituer. En outre, la dictature aura elle aussi, en plus du gouvernement central, ses organes, ses employés, ses hommes armés, ses magistrats, ses policiers ; ceux-ci, avec les actuels fonctionnaires du prolétariat, pourraient justement constituer la machine étatique de la domination de demain, pour le compte d'une partie privilégiée du prolétariat, son allié. Et celle-ci cesserait, de fait, d'être « prolétariat » et deviendrait quelque chose qui ressemblerait étrangement à la bourgeoisie d'aujourd'hui. Les choses pourront peut-être procéder autrement, dans les détails, mais cette autre direction sera semblable et aura les mêmes inconvénients. En ligne générale, la voie de la dictature ne peut mener la révolution que vers une issue de ce genre, c'est-à-dire justement vers le contraire de ce qui est le but essentiel de l'anarchisme, du socialisme et de la révolution sociale.

Il est tout aussi erroné de dire qu'il faut tout autant la dictature pour la révolution que pour la guerre. Qu'elle soit nécessaire pour la guerre que l'Etat et la bourgeoisie font sur le dos des prolétaires, c'est un fait. Il s'agit de l'imposer par la force, de faire combattre la majorité du peuple contre son intérêt, contre ses idées, contre ses libertés, et il est normal que pour l'y obliger on ait recours à la violence, à une autorité coercitive, et que le gouvernement soit armé contre le peuple de tous les pouvoirs possibles. Mais la révolution est autre chose. La révolution est la lutte que le peuple entreprend de sa propre volonté dans le sens de ses intérêts, de ses idées, de sa liberté. Donc il ne faut pas le freiner. Il faut au contraire le laisser libre de ses mouvements, laisser se déchaîner en toute liberté

ses amours et ses haines, afin qu'il en jaillisse l'énergie nécessaire à vaincre l'opposition violente des oppresseurs.

Tout pouvoir qui limite sa liberté, son esprit d'initiative et sa violence serait un obstacle au triomphe de la révolution qui ne se perd pas, ne se perd jamais pour avoir trop osé, mais seulement pour avoir été trop timide !

La peur du désordre et de ses conséquences est une superstition enfantine, tout comme la peur de tomber qui est propre à l'enfant qui vient d'apprendre à marcher.

Aucune révolution n'est exempte de désordres, tout au moins à ses débuts. Même dans les révolutions les moins violentes, les plus bourgeoises, cela n'a pu être évité, et ne le sera pas pendant une révolution sociale qui secoue les bases mêmes de la société. Il est vrai, cependant, que pour que la vie soit possible, il est nécessaire qu'un ordre soit au plus tôt établi. Mais le problème qui se pose n'est pas celui de l'instauration d'un nouveau gouvernement, mais plutôt de savoir ce qu'il convient de remettre en ordre, qui pourrait réaliser un ordre meilleur, s'il faut pour cela un gouvernement plus ou moins dictatorial, ou bien la libre initiative populaire.

Les socialistes optent pour un gouvernement révolutionnaire. Nous croyons, au contraire, qu'un gouvernement, surtout s'il est dictatorial, constitue un élément supplémentaire de désordre car il créera un ordre artificiel selon des schémas *a priori* et de parti, et non selon les tendances et les besoins des masses. Ces masses, en revanche, à travers leurs propres institutions (comme nous l'avons déjà signalé) pourraient beaucoup mieux et d'une manière plus ordonnée, s'organiser afin d'assurer l'ordre. L'ordre « libre et volontaire », et non cet ordre artificiel et officiel que les gouvernements imposent.

Cet « ordre dans le désordre » a été vu et admiré pendant presque toutes les révolutions et les mouvements populaires. Souvent, au cours de ces périodes, on a pu remarquer une diminution très importante des phénomènes de criminalité. Quand les sbires ont disparu et que le gouvernement est inexistant, le peuple assume par lui-même la responsabilité de l'ordre, non pas par délégation à des tiers, mais directement en tous lieux, avec les moyens et les personnes dont il dispose localement. Parfois même il dépasse les limites comme

en 1848, où on fusillait même des petits voleurs inconscients pris sur le fait.

Cet esprit d'ordre du peuple a été remarqué par tous les historiens, dans les périodes succédant immédiatement aux insurrections, c'est-à-dire au moment même de la chute de l'ancien régime, et alors que le nouveau était encore, soit inexistant, soit encore trop faible. Et cela s'est produit pendant les périodes les plus désordonnées, que les historiens bourgeois appellent « d'anarchie », pendant la révolution française de 1789 à 1793, dans les villes comme dans les campagnes, ainsi que pendant les différentes révolutions européennes de 1848, et pendant la Commune de 1871. Le désordre est apparu après, avec le retour d'un gouvernement régulier, qu'il fut ancien ou nouveau. Bien que des inconvénients se soient toujours vérifiés — quoi de plus naturel d'ailleurs ? —, jamais il n'y en a eu au cours des « périodes anarchiques » d'aussi importants qu'à l'occasion de l'ordre imposé par un gouvernement quelconque.

D'autre part, il ne faudrait pas baptiser d'excès révolutionnaires ou de désordres certains épisodes de violence contre la propriété ou les personnes. Ce sont là de véritables épisodes de la révolution, inséparables de celle-ci, et par lesquels une révolution affirme son existence.

La révolution de 89, par exemple, serait inconcevable sans la pendaison des accapareurs et des affameurs du peuple, sans l'incendie des châteaux, sans les journées de septembre, sans les prétendus excès de Marat, des herbertistes, etc. Cette espèce de désordre est justement ce qu'il faut pour fonder le nouvel ordre que nous avons tant à cœur, il faut donc lui assurer toute la liberté de se manifester et de se dérouler. Il serait encore plus dangereux de vouloir l'arrêter. Cela reviendrait à vouloir opposer une digue à un torrent dont les eaux, empêchées de s'écouler naturellement, se répandraient en endommageant les campagnes voisines. Tandis qu'en laissant les eaux suivre leurs cours, elles arriveraient beaucoup plus tôt à la plaine et pourraient poursuivre leur chemin vers la mer avec une tranquillité toujours accrue.

Le peuple a démontré les mêmes capacités d'ordre dans toutes les révolutions, et dans un sens positif : esprit d'organisation et capa-

cité à satisfaire tous les besoins impératifs même en temps de révolution.

« Il faut n'avoir jamais vu à l'œuvre le peuple laborieux, il faut avoir passé sa vie entière dans la paperasse et ne rien connaître du peuple pour en arriver à douter de lui. En revanche, parlez de l'esprit d'organisation de ce grand inconnu qu'est le peuple à ceux qui l'ont vu à Paris pendant les journées des barricades, ou bien à Londres pendant la grève des docks en 1887, lorsqu'il devait aider un million d'affamés, et ils vous diront combien le peuple est supérieur à toute la bureaucratie de nos administrations¹¹⁵. »

Mais il ne faut pas non plus tomber dans l'optimisme excessif de Kropotkine, qui nous conduirait à nous laisser transporter par le courant, comme s'il n'était pas nécessaire de se soucier à l'avance de ce qu'il faut faire.

Au contraire, il faut se poser d'abord les problèmes de l'action et de la production, préparer les esprits et les volontés, adapter et affiner les instruments de la future initiative populaire, afin que, dans n'importe quel point du territoire en révolution, il y ait des hommes et des groupes qui l'évitent d'être surprise et l'empêchent de tomber aux mains d'un quelconque pouvoir central. C'est-à-dire qu'il faudrait une préparation pratique, non seulement négative mais aussi positive, des minorités révolutionnaires et libertaires dès avant la révolution, afin qu'elles puissent agir et répondre aux nécessités qui se détermineront au fur et à mesure sans besoin de se confier à un gouvernement.

Bakounine, qui avait senti cette nécessité, croyant la révolution toute proche, avait essayé de créer en 1869 une « Alliance secrète ». Sa conception est toujours valable aujourd'hui. A part le formalisme qui résultait encore des conspirations d'avant 1870, sa conception du réveil de la spontanéité et de toutes les forces locales, dans tous les endroits possibles, des minorités révolutionnaires est encore valable aujourd'hui. Il faut des pilotes invisibles qui produisent l'anarchie au milieu de la tempête populaire et qui sachent guider les

115. — P. Kropotkine, *La Conquête du pain*.

masses, non pas grâce à un pouvoir manifeste, officiel, mais par l'exemple de leur propre activité. Mais pour que cette force puisse agir, disait Bakounine en guise d'avertissement, « il est nécessaire qu'elle existe, car elle ne se formera pas toute seule ».

Ajoutons que Bakounine voyait la possibilité d'un mouvement révolutionnaire grâce à l'action grandissante et à l'influence de l'organisation ouvrière dans l'Internationale. Mais dans le but d'éviter qu'ils ne deviennent une autorité officielle, les membres de l'Alliance secrète prenaient la décision de ne pas occuper, sauf cas de force majeure, des charges directives dans l'Internationale.

Si dans chaque quartier, chaque village, chaque usine, chaque centre, etc., il y a des groupes résolus qui prennent, dès le premier moment, l'initiative révolutionnaire ; s'ils sont préparés et ont à leur disposition les moyens qui conviennent, tant en ce qui concerne la destruction du régime en place que pour la continuité de la production, toute initiative de créer à nouveau une autorité gouvernementale ou dictatoriale sera tuée dans l'œuf. L'autorité sera tellement partagée qu'elle ne pourra plus exister en tant que pouvoir coercitif, le fait d'être partout et en tous lieux empêchera toute centralisation.

Si on peut préparer de telle sorte la révolution et la possibilité de développement des initiatives locales par groupement et par fonction, toute possibilité de dictature sera détruite.

On nous a dit que l'on a besoin de la dictature pour organiser la lutte contre les résistances bourgeoises. Mais pourquoi ? On peut partager la révolution en deux grandes périodes : celle avant la destruction du pouvoir politique de la bourgeoisie, et celle qui vient tout de suite après. Tant que le pouvoir gouvernemental bourgeois n'est pas complètement abattu, la dictature du prolétariat n'est pas réalisable. Seule la dictature bourgeoise existe encore. Une fois abattu le gouvernement bourgeois, qui constitue la résistance armée de la classe capitaliste, cette classe elle-même se trouve implicitement désarmée et battue. Si certains de ses éléments réussissent, ici ou là, par groupes, à continuer la résistance, ils vont se trouver dans une situation d'infériorité absolue face au prolétariat désormais plus nombreux et armé comme eux, sinon mieux. Pour éliminer ces foyers de résistance, il est parfaitement inutile de constituer un gouverne-

ment central, mieux vaut en laisser le soin à l'insurrection locale, quitte à s'entendre avec les autres localités pour venir en aide aux révolutionnaires qui en auront besoin.

Les différents centres révolutionnaires vont se fédérer et garder contact, dans un but d'aide réciproque et selon un type d'organisation fédéraliste tout à fait opposée à l'organisation dictatoriale. Cela évitera peut-être le grave inconvénient, qui s'est vérifié pendant la révolution française et, à ce qu'il paraît, tout récemment en Russie aussi. Celui-ci est créé par le gouvernement central qui, avec les meilleures intentions du monde, envoie des ordres contraires à l'esprit qui domine dans telle ou telle région, en contradiction avec les légitimes intérêts collectifs de certaines populations éloignées ou bien de certaines catégories ouvrières moins favorisées. Cela est grave, et peut aboutir à un refroidissement de l'élan révolutionnaire, ou voire même favoriser des menées contre-révolutionnaires. Cela pourrait se vérifier tout spécialement lorsque, pour l'expropriation, on se servirait d'un unique critère de forme et de procédure, alors que cela devrait varier selon les circonstances et la tendance des masses, de localité en localité.

Comme nous l'avons déjà dit précédemment, il n'y a pas besoin d'un organe central autoritaire pour l'œuvre d'expropriation. L'activité des organisations ouvrières déjà existantes et de celles qui se formeront par branches d'activité suffira amplement pour assurer cette tâche dès les premiers moments de la révolution. De même nous avons aussi dit que la réalisation pratique de l'expropriation ne présente même pas de difficultés excessives dans des nations à populations concentrées où tout ce qui est à exproprier est à la portée de la main des intéressés. Elle a peut-être pu en présenter en Russie, dans les campagnes, à cause de leur immense étendue presque inhabitée et des communications difficiles, mais pas dans des nations à forte densité d'habitants comme les nôtres.

De toutes manières, les difficultés qui pourraient se présenter peuvent toujours être résolues en mieux par les organisations ouvrières plutôt que par un gouvernement central. Ou alors, si l'on se contente de l'intention antirévolutionnaire et utopiste de conquérir le pouvoir et de renvoyer l'expropriation à plus tard, par l'œuvre

officielle d'un Etat socialiste dictatorial, ce serait un désastre pour la révolution.

La peur de la liberté ou, ce qui revient pratiquement au même, le culte de l'autorité fait concevoir aux partisans de la « dictature » des arguments qui sont déjà une condamnation explicite de la dictature elle-même. Ils disent souvent : « la bourgeoisie ne fait-elle pas la même chose ? La dictature du prolétariat serait la dictature d'une élite, mais l'actuelle dictature bourgeoise n'est-elle pas peut-être aussi la dictature d'une élite ? »¹¹⁶

Très juste ! Mais la révolution ne doit pas substituer une élite à une autre, elle doit les abolir toutes. Si son résultat consiste dans la substitution d'une dictature à une autre, alors mieux vaut prévoir, dès aujourd'hui, la faillite de la révolution. Si tel est le but des partisans de la dictature prolétarienne, alors on comprend aussi pourquoi ils veulent assigner à la révolution, comme fonction première, la suppression de la liberté, c'est-à-dire une fonction tout à fait opposée à celle qui est dans la nature même de toute révolution, à savoir la conquête d'une liberté toujours plus grande.

Et cela explique aussi le langage tenu par les socialistes autoritaires et dictatoriaux lorsqu'ils accusent de démagogie démocratique et petite-bourgeoise la préoccupation de liberté des anarchistes. Pourtant, nous sommes entièrement d'accord avec eux en ce qui concerne leur aversion pour la démocratie bourgeoise et petite-bourgeoise. Nous sommes même plus cohérents qu'eux dans notre position, car nous ne voulons pas nous servir, pour notre lutte révolutionnaire, des institutions parlementaires et administratives des bourgeois. Mais tandis que notre inimitié à l'égard de la démocratie et du libéralisme bourgeois reflète l'espoir et, en même temps, la certitude de l'avenir, l'esprit antidémocratique des partisans de la dictature est comme un retour au passé. Le peu de liberté que les régimes démocratiques concède au peuple ne suffit pas aux anarchistes. Les partisans de la dictature, au contraire, voudraient enlever au peuple même ce peu de liberté. Donc, si les préoccupations libertaires des anar-

116. — *Avanti !* de Milan, le 6 janvier 1921.

chistes peuvent être taxées de « démocratiques », nous pouvons rétorquer que les aspirations dictatoriales des socialistes favorisent le retour à l'absolutisme, à l'autocratie, aux méthodes de gouvernement du « jeux, pain, gibet » qui plaisaient à la plèbe napolitaine de 1799 et de 1849.

Les socialistes, bien entendu, ne se rendent pas compte des tendances dangereuses que comportent leur système et ils pensent vouloir tout le contraire de ce à quoi leurs tendances vont les conduire. Il se pourrait que les faits de Russie, s'ils étaient mieux connus, leur servent de leçon.

La révolution, en Russie, a été beaucoup plus l'œuvre de la libre action du peuple que celle du gouvernement bolchevique. Les forces ouvrières et paysannes, en profitant, spécialement au cours de la première année, de la faiblesse des différents gouvernements qui s'y étaient succédés, ont démantelé, morceau par morceau, l'ancien régime, renversé pour ainsi dire les valeurs sociales, commencé l'expropriation sur une large échelle, jeté les bases des nouvelles institutions de production et d'organisation ; tout ce que, en somme, le gouvernement bolchevique devait, par la suite, soumettre à sa discipline militariste et dictatoriale. C'est la liberté, et non pas la dictature, qui a libéré la Russie du tsarisme, de la bourgeoisie « libérale » et de la social-démocratie patriotique et jusqu'aboutiste. C'est la liberté qui a fait et entretenu la révolution, la dictature n'a fait qu'en cueillir les fruits, peut-être même les a-t-elle pourris.

En ce qui concerne la Russie, tant que la lumière ne sera pas faite et que son isolement et son silence ne seront pas rompus, mes affirmations et déductions seront toujours pleines d'incertitude et de doute. Mais en ce qui concerne l'Europe occidentale (hormis l'Allemagne, éduquée depuis trop longtemps aux régimes autoritaires), une conception dictatoriale, gouvernementale et autoritaire de la révolution n'est pas concevable. Il faut avoir oublié ce que sont les qualités psychologiques des races latines ou croisées avec elles, leur esprit d'indépendance, leur peu de goût pour les lois et les autorités, pour se faire des illusions à ce propos.

Et le savent les gouvernements qui doivent s'adapter à l'observation relative et sommaire des lois par leurs sujets. Ils sont obligés, pour maintenir l'équilibre, d'en faire souvent abstraction, de les

modifier continuellement, de faire des exceptions par des lois spéciales ou par des amnisties. Pourtant, les gouvernements actuels, pour garder leur autorité, disposent, en plus de traditions et institutions séculaires, des forces armées basées sur l'ignorance des uns et sur les privilèges des autres. La plupart des sujets, en outre, sont habitués à se plier par inertie. Mais quand l'habitude et l'inertie seront secouées, la force armée balayée, les privilèges et les institutions renversées, les traditions détruites, et que tout un peuple mû par la passion (et non pas dans sa majorité apathique comme celui de Russie) sera mis en marche, qui donc pourra l'arrêter ? Qui le fera obéir ? Quelles forces pourront déployer les socialistes, capables de discipliner sous leur dictature un peuple affamé non seulement de pain, mais aussi et surtout de liberté ?

Aucune force, pas un homme. Les socialistes devraient le comprendre, s'ils examinaient les foules qu'ils guident eux-mêmes, s'ils faisaient leur examen de conscience. Car ils parlent, toujours, de nécessaire discipline... pour les autres, mais chaque fraction, chaque groupe, chaque individu, s'arrogé le droit de faire exception à la règle et de revendiquer (pour le bien, cela va de soi, du parti et de la révolution) sa liberté personnelle, son droit propre à la désobéissance. Leurs propres partisans, les mêmes qui aujourd'hui magnifient le système dictatorial, finiront, demain, après la révolution et quelques brèves expériences, par le trouver insupportable !

La révolution libérera l'esprit de liberté de son carcan trop étroit. Et une fois délivré, cet esprit deviendra gigantesque, comme le génie de la fable que quelqu'un a laissé imprudemment s'échapper de la bouteille dans laquelle il se trouvait prisonnier. Mais ressaisir l'esprit de liberté, le réduire, le renfermer et l'enchaîner à nouveau sera chose impossible, même pour ceux qui se sont employés à le débrider. Tout spécialement dans les pays latins où les tendances anarchistes de révolte sont si fortes (et où les anarchistes proprement dit en tant que force politico-sociale ont une influence que la révolution va accroître énormément). Vouloir y constituer un gouvernement fort, une dictature selon le programme bolchevique nécessiterait un effort tel qu'il userait les meilleures énergies socialistes et révolutionnaires.

Cela serait une perte sans compensation et représenterait des efforts, des sacrifices, du temps et peut-être même beaucoup de sang, soustraits au travail libre bien plus vital à la véritable reconstruction de la société humaine.